

**JEUDI 5 MAI 2016**

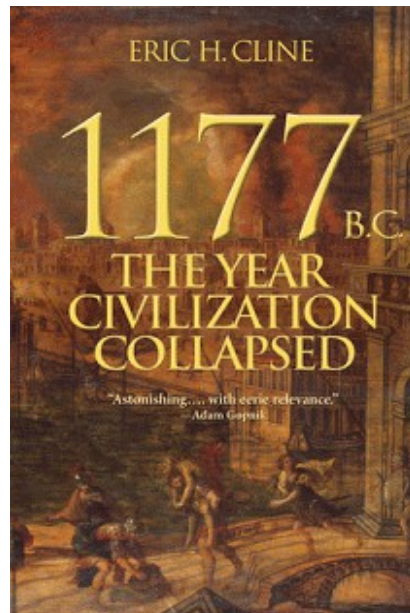
*"En route vers la dépression économique finale."*

- = Pourquoi ne comprenons-nous toujours pas l'effondrement des civilisations ? (Ugo Bardi) p.1
- = La *maladie syrienne* : Ce que le pétrole a donné, le pétrole va le reprendre (Ugo Bardi) p.6
- = Cecil le lion: comprendre le fonctionnement du buzz (Ugo Bardi) p.11
  
- = La chute continue: Porto Rico se déclare en faillite (Benji) p.16
- = La raison pour laquelle sortir votre argent des banques (Mac Slavo) p.17
- = Jim Rickards au Keiser Report 908 (ST FR) p.21
- = La Technologie qui sert à la suppression du Cash (Liliane Held-Khawam) p.25
- = L'or, ce spectre qui hante le système monétaire (Jim RRickards) p.28
- = Economie : le spectre des années septante (Bruno Colmant) p.31
- = Editorial: un problème Européen à 46 trillions d'euros! (Bruno Bertez) p.34
- = Le parasitisme financier de l'Occident ( Valentin Katasonov) p.38
- = Une autre victime de la farce du 9/11 – Le pétrodollar (Brandon Smith) p.43
- = **Démographie, Sarkozy deviendrait-il malthusien ?** p.49
- = Un pays qui a plus de 2000Md€ de dettes n'a pas le droit de parler de cagnott (J-J Netter) p.50



## Pourquoi ne comprenons-nous toujours pas l'effondrement des civilisations ?

Par **Ugo Bardi** – Le 7 décembre 2015 – Source [cassandralegacy](http://cassandralegacy.com)



Eric Cline a écrit un excellent livre sur la fin de l'Âge du Bronze dans la région méditerranéenne, mais, malheureusement, il ne parvient pas à une conclusion définitive sur les raisons de cet effondrement. Cline suggère que *«plusieurs facteurs de stress»* ont travaillé ensemble pour provoquer la disparition de cette civilisation. Mais c'est pour le moins décevant. C'est

**comme un mystère avec un assassinat où, à la fin, on nous dit que le tueur de Miss Scarlett aurait pu être le professeur Plum, Mme Peacock, Mme White, le révérend Green ou le colonel Moutarde, mais vraiment, il semble que tous l'aient poignardé simultanément.**

Imaginez une équipe d'archéologues qui vivraient dans trois mille ans. Ils travaillent à déterrer les vestiges d'une ancienne civilisation sur la rive orientale de la mer Méditerranée, une région que ses anciens habitants appelaient *la Syrie*. Les archéologues trouvent des preuves claires que la civilisation syrienne s'est effondrée en correspondance avec une série de catastrophes : une grave sécheresse, une guerre civile, la destruction des villes par des incendies, des envahisseurs étrangers, une réduction de la population, et plus encore. La preuve de ces événements est claire, mais qu'est-ce qui les a causés ? Nos archéologues du futur sont déconcertés ; ils soupçonnent qu'il y a une seule raison à cette coalition de catastrophes, mais ils ne peuvent pas trouver la preuve de ce que ça aurait pu être. L'un d'eux propose que cela avait à voir avec le fait que les anciens Syriens avaient extrait quelque chose du sous-sol et l'avait utilisé comme source d'énergie. Mais, sans données fiables sur les tendances de la production, ils ne peuvent pas prouver que l'[épuisement du pétrole](#) a été la cause fondamentale de l'effondrement syrien.

Quelque chose de semblable se passe aujourd'hui pour les archéologues qui tentent de comprendre les raisons de l'effondrement de la civilisation méditerranéenne de la fin du deuxième millénaire avant notre ère ; la fin de l'Âge du Bronze. Nous avons la preuve archéologique d'une civilisation brillante et prospère : des palais, des œuvres d'art, du commerce, de la métallurgie, et plus encore. Mais nous avons également des preuves que cette civilisation a connu une fin violente : il y a des traces d'incendies détruisant des palais et des villes, il existe des preuves de sécheresse et de famine, et certaines des personnes vivant dans la région, les Hittites, par exemple, ont disparu à jamais de l'Histoire. Mais qu'est-ce qui a causé cet effondrement ? Voilà une question très difficile.

Le livre de Eric Cline, intitulé *1177 BC* fait briller quelques lumières sur l'histoire de la civilisation de l'âge du Bronze et sa disparition. Comme livre, il est bien fait et il résume très bien le résultat de près de deux cents ans d'études archéologiques. C'est une histoire fascinante d'un temps qui frappe notre imagination par son raffinement et sa sophistication ; pas un empire, mais une fédération fluctuante de peuples. Parfois, ils se sont engagés dans des guerres fratricides, mais plus souvent dans le commerce et dans les échanges culturels. Nous ne pouvons pas imaginer qu'une civilisation aussi raffinée tombe si vite ;

peut-être en quelques décennies. Et pourtant, cela s'est produit.

Donc, qu'est-ce qui a causé cet effondrement ? Le livre de Cline est une bonne approche pour mettre en évidence combien il est difficile de comprendre ces phénomènes. Un chapitre entier, le dernier, est dédié à l'exploration des raisons de l'effondrement, mais il ne parvient pas à une conclusion définitive. Comme c'est presque toujours le cas lors de l'examen d'un effondrement sociétal, nous voyons que les différentes raisons proposées s'accumulent; certains experts favorisent les causes externes : invasions, sécheresses, tremblements de terre, volcans, ou autres. D'autres cherchent des causes internes : rébellions, déclin des institutions, lutte politique, et plus encore. Et certains, y compris Cline lui-même, penchent pour une combinaison de plusieurs causes. Il écrit :

*«Il n'y avait probablement pas une seule force motrice ou un déclencheur, mais plutôt un certain nombre de facteurs de stress, dont chacun a forcé les gens à réagir de façon différente pour s'accommoder de la situation... Une série de facteurs de stress plutôt qu'une seule raison est donc avantageuse pour expliquer l'effondrement à la fin de l'âge du bronze tardif.»*

Malheureusement, c'est loin d'être satisfaisant. Supposons que je vous dise : «*Je souffre de plusieurs facteurs de stress différents, tels que fièvre, maux de gorge, éternuements, toux, douleurs au niveau des articulations, et plus encore.*» Alors, vous me regarderiez, perplexe, avant de suggérer : «*Vous voulez dire que vous avez une grippe, non ?*» Oui, bien sûr, tous ces différents *facteurs de stress* résultent d'une cause unique : une infection virale. Tout comme une grippe est une maladie fréquente chez l'homme, l'effondrement est une caractéristique commune dans les sociétés humaines et nous avons peine à imaginer que cela pourrait être causé par une combinaison de facteurs de stress fortuits, agissant tous dans la même direction.

En examinant cette question, un point de vue élémentaire est de considérer que les sociétés sont des systèmes complexes, et doivent être compris comme tels. Malheureusement, les connaissances sur les systèmes complexes n'ont pas encore eu d'effet sur l'étude de l'effondrement des sociétés, comme c'est amplement démontré par la discussion dans le dernier chapitre du livre de Cline. Plusieurs auteurs ont apparemment essayé d'expliquer l'effondrement de la société de l'Âge du Bronze avec ce qu'ils appellent une *théorie de la complexité*. Mais je crains qu'ils n'aient pas très bien compris cette théorie. À titre d'exemple, dans ce livre, voici une phrase tirée de l'ouvrage de Ken Drak qui dit: «*Plus un système est complexe, plus il est responsable de son effondrement.*» C'est tout simplement

faux si c'est appliqué à des organisations humaines complexes, comme des sociétés ou des civilisations. Et vous n'avez pas besoin d'être un expert en systèmes complexes pour noter que les systèmes grands et très complexes ont tendance à être plus résistants que les petits. Comparez, par exemple, IBM avec le grand nombre de petites start-ups en technologies de l'information qui apparaissent et disparaissent rapidement. Donc, vous ne pouvez pas invoquer la *complexité* comme un charabia pour tout expliquer, comme Cline le note avec raison dans son livre.

Beaucoup de confusions dans ce domaine sont nées de la variabilité de la définition de *système complexe* ; il n'y a pas un seul type de système complexe, il y en a plusieurs (et c'est quelque chose auquel vous devez vous attendre, car ils sont, en effet, complexes !). Un type de système complexe qui a eu beaucoup de succès dans l'imagination populaire est celui du *tas de sable*, proposé par Bak, Tang, et Wissental, un modèle qui montre une série de petits et de grands effondrements. Le problème est que le modèle du *tas de sable* n'est valide que pour certains systèmes, mais pas pour les autres. Il fonctionne très bien pour des systèmes qui n'ont que des interactions simples et courtes : le système financier, par exemple. Mais il ne fonctionne pas du tout pour les systèmes qui fondent leur complexité sur des boucles de retour d'informations stables : les civilisations, par exemple. La différence doit être claire : le système financier n'a jamais été construit avec l'idée qu'il devrait être stable. Le contraire est vrai pour une civilisation ou une grande entreprise, les deux ont beaucoup de systèmes d'évaluation visant à maintenir leur stabilité ou, si vous préférez, leur *résilience*. Les grandes organisations sont souvent plus résistantes que les petites tout simplement parce qu'elles peuvent se permettre de mettre en place plus de systèmes d'évaluation visant à maintenir leur stabilité.

Alors, qu'est-ce qui peut faire tomber un système complexe qui dispose de moyens d'évaluation visant à maintenir sa stabilité ? La réponse est «*renforcer ce qui est déjà assez fort*». Le verbe *forcer* est utilisé dans l'étude des systèmes dynamiques et il a le même sens que le terme *stresseur* employé par Cline dans sa discussion. Une *force* est un facteur externe qui affecte le système et l'oblige à s'adapter en changeant certains de ses paramètres. Si le forçage est vraiment fort, l'adaptation peut prendre la forme d'une réduction rapide et désastreuse de la complexité ; c'est ce que nous appelons un *effondrement*.

Alors, il commence à apparaître clairement que les civilisations ont tendance à l'effondrement parce qu'elles perdent l'accès aux ressources qui les ont créées et qui leur ont permis d'exister ; c'est souvent le résultat de la surexploitation. Maintes et maintes fois, les civilisations ont été détruites par l'érosion des sols et

la perte de productivité agricole. Ensuite, certaines civilisations se sont effondrées en raison de l'épuisement des ressources minérales qui les avaient créées, dont un exemple est l'effondrement de l'État syrien moderne que je décrivais au début de ce post. Un autre exemple est l'[effondrement de l'Empire romain](#). Il a montré beaucoup des symptômes que nous pourrions appeler des *facteurs de stress* : des rébellions, la corruption, les guerres, les invasions, la dépopulation, et plus encore. Mais ils proviennent tous d'une seule cause : l'épuisement des mines d'or d'Espagne qui a privé le gouvernement impérial de son système de contrôle fondamental, les monnaies d'or et d'argent.

À ce stade, nous pouvons conclure que, très probablement, il n'y a jamais eu de combinaison de facteurs de stress parallèles qui ait fait tomber la civilisation de l'Âge du Bronze. Il y avait plutôt un facteur fondamental qui a généré les diverses catastrophes que nous observons aujourd'hui dans les enregistrements archéologiques. Le problème est que nous ne connaissons pas cette force. Il y a des éléments qui montrent que le [changement climatique](#) a joué un rôle, mais nous manquons de preuves suffisantes pour être sûr qu'il s'agit de LA cause de l'effondrement. Alors, c'est peut-être l'épuisement des minéraux qui a fait tomber cette civilisation ? Nous pouvons constater que le terme définissant cet âge est *bronze* et pour avoir du bronze, vous devez créer un alliage de cuivre et d'étain. Et nous savons qu'il y avait beaucoup de cuivre disponible à partir des mines dans la région méditerranéenne, mais pas d'étain ; il devait être transporté, par une route d'approvisionnement probablement longue et précaire, d'une région que nous appelons la Serbie aujourd'hui, ou peut-être du Caucase. Si les gens de cette époque utilisaient du bronze comme monnaie, alors leur réseau commercial aura été gravement perturbé par une interruption de l'approvisionnement en étain. Donc, ils auraient pu être détruits par l'équivalent d'une crise financière.

Même si nous ne pouvons pas arriver à une conclusion définitive, l'histoire de la civilisation de l'Âge du bronze fait partie de la fascination que nous éprouvons pour le sujet de l'effondrement des civilisations. C'est une fascination qui découle du fait que nous voyons peut-être notre civilisation *occidentale*, à partir de maintenant, dans sa phase finale d'effondrement, après avoir largement tari ses sources d'énergie et généré une rupture désastreuse de l'écosystème que nous appelons *le changement climatique*. Dans notre cas, à la différence des civilisations perdues depuis longtemps, nous avons toutes les données dont nous avons besoin pour comprendre ce qui se passe. Mais nous ne comprenons toujours pas l'effondrement.

***Ugo Bardi***

Traduit par Hervé, édité par jj, relu par Diane pour le Saker Francophone

## Note du Saker Francophone

*Ce sujet de l'effondrement des civilisations est vraiment passionnant pour ressentir comment des peuples très résilients ont pu disparaître, et bien sûr faire le lien avec la civilisation actuelle. Par exemple, si on considère notre addiction au pétrole comme facteur de risque et si on regarde l'industrie des pétroles de schiste, on se rend compte que le facteur caché qu'il faut prendre en compte est le facteur financier avec une gigantesque bulle de crédit créée par l'argent gratuit des taux d'intérêt nuls.*



### *La falaise de Sénèque*

*Un autre facteur fondamental est notre conditionnement mental au progrès et à la croissance, pas au déclin. Je vous conseille de lire un autre article du même auteur sur la [Falaise de Sénèque](#).*

#### **En savoir plus :**

- [Jared Diamond](#) : *Effondrement*
- [Joseph Tainter](#) : *L'effondrement des sociétés complexes*

## **La maladie syrienne : Ce que le pétrole a donné, le pétrole va le reprendre**

Par **Ugo Bardi** 22 novembre 2015 – Source [Cassandra Legacy](#) Publié par: [Le Saker Francophone](#)

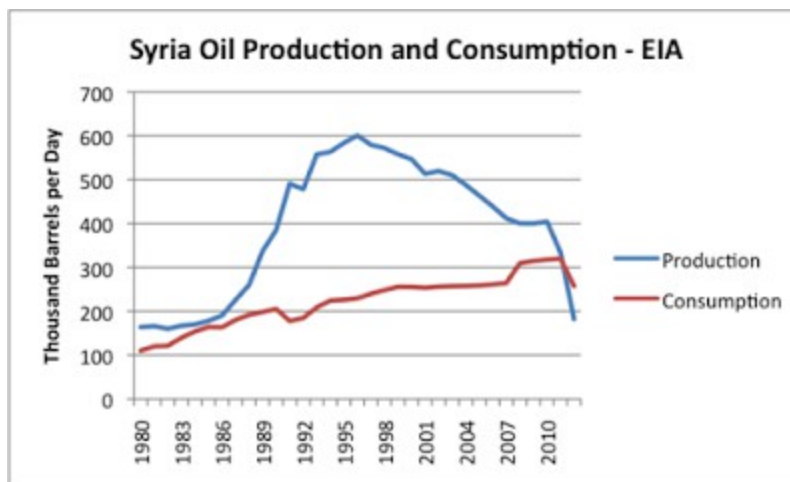


**Ici, je soutiens que les origines de l'effondrement syrien se trouvent dans le ralentissement économique généré par l'épuisement progressif des réserves syriennes de pétrole. Le pétrole brut avait créé la Syrie moderne, le pétrole brut l'a détruit. Ce phénomène peut être qualifié de «*maladie syrienne*».**

**Question : «*Quel sera le prochain pays affecté ?*»**

Le pétrole brut est une grande source de richesse pour les pays qui la possèdent. Mais c'est aussi une richesse qui suit un cycle. Normalement, le cycle couvre plusieurs décennies, même plus d'un siècle, de sorte que ceux qui le vivent, peuvent manquer complètement le fait qu'ils se dirigent vers la fin de leur richesse. Mais le cycle est plus rapide et particulièrement visible dans les zones où la quantité de pétrole est modeste ; là, la richesse et la misère apparaissent l'une après l'autre [*en une génération*] dans une série dramatique d'événements.

L'un de ces cycles rapides de croissance et de déclin peut se voir en Syrie. C'est un pays qui n'a jamais été un grand producteur mondial, sa production maximale était de moins de 1% de la production totale mondiale quand elle a culminé, vers 1995. (Graphique ci-dessous, provenant du [blog de Gail Tverberg](#)). Pour la petite économie syrienne, cependant, même cette quantité limitée était importante.



La production de pétrole syrien a traversé son cycle en un peu plus de trois décennies. L'épuisement a généré des coûts de production plus élevés ce qui a progressivement conduit à une raréfaction des investissements en capitaux pour maintenir la production croissante, l'obligeant finalement à décliner. Le résultat a été une courbe de production «*en forme de cloche*» qui est souvent appelée la «*courbe de Hubbert*». Autour de 2011, la courbe de consommation domestique a franchi la courbe de production ce qui a transformé le pays, au départ exportateur de pétrole en importateur. Le point de croisement correspond au début de la guerre civile.

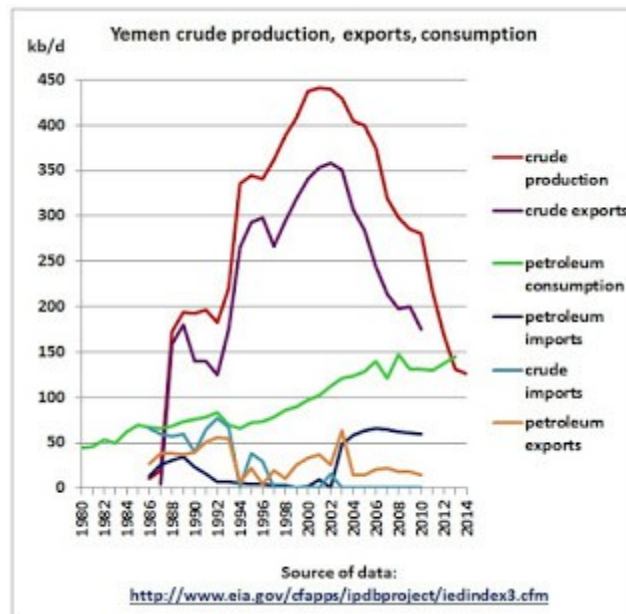
Les [données du FMI](#) montrent que le budget du gouvernement syrien était encore à 25% dépendant du pétrole en 2010. Les données sur sa dépendance avant cette date sont difficiles à trouver, mais il est clair qu'elle devait être beaucoup plus grande. Il se pourrait bien que, au moment du pic, l'essentiel des revenus du gouvernement provenait de l'huile. Vu sous cet angle, il n'est pas surprenant que la perte totale de ces revenus a provoqué une grande tourmente.

Donc, nous pouvons expliquer ce qui est arrivé en Syrie après le pic. Avec des recettes pétrolières progressivement en baisse, le gouvernement était de moins en moins en mesure de payer la bureaucratie et les services sociaux qu'il avait à charge. Peu à peu, il est devenu également incapable de payer une force de police efficace et une armée qui fonctionne. La classe moyenne, qui était fortement dépendante des subventions du gouvernement, a été durement touchée. Les plus instruits et les plus riches ont quitté le pays ou, au moins, ont transféré leurs actifs financiers à l'étranger. Ceux qui ont été forcés de rester ont vu leurs biens minés par l'hyperinflation et ont rejoint le prolétariat urbain pauvre. Dans le même temps, les campagnes ont également vécu un désastre économique, renforcé par les sécheresses créées par le changement climatique. À ce stade, un grand nombre de jeunes hommes, sans emploi et sans avenir, sont devenus de la chair à canon pour les fanatiques religieux et pour les chefs de guerre locaux, souvent payés par des puissances étrangères intéressées à découper le pays en morceaux pour se le partager. La destruction de ce qui restait a été également aidé par les sanctions économiques et les bombardements aériens. Le résultat final est ce que nous voyons : «*La maladie syrienne*». Une forme presque terminale de la maladie sociale ; il est difficile d'imaginer quand et comment la Syrie sera en mesure de récupérer même une ombre de son ancienne richesse et de sa stabilité.

Les facteurs qui ont conduit à la catastrophe syrienne ne sont en aucun cas limités à la seule Syrie. Le Yémen a traversé un cycle presque identique ; en passant par le pic de sa production de pétrole en 2002 à des niveaux inférieurs à ceux de la Syrie,



mais avec probablement un impact encore plus important pour l'économie locale. Le point de croisement des courbes de production et de consommation a eu lieu en 2013 et, comme la Syrie, le pays est à l'heure actuelle en cours de destruction par la guerre civile et les bombardements aériens. (l'image de [crudeoilpeak](#))

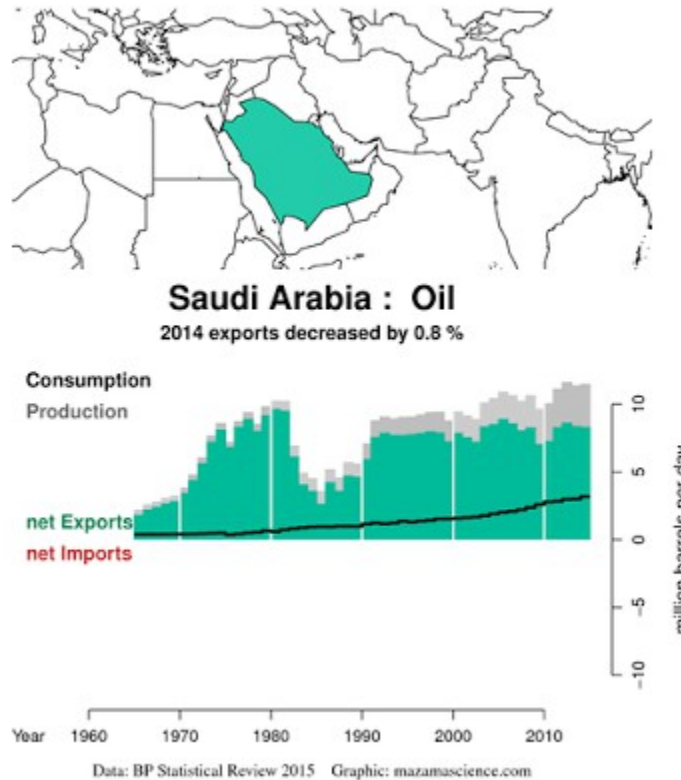


Il y a plusieurs autres exemples de producteurs de pétrole mineurs qui sont passés par des cycles semblables. L'Égypte, par exemple, qui a connu le point de croisement de la production et de la consommation en 2010, connaît une phase d'agitation civile dramatique. L'Égypte, cependant, ne s'est pas effondrée ; probablement parce que l'importance du pétrole dans son économie n'était pas aussi grande qu'elle l'était pour la Syrie. D'autres exemples de pays qui ont connu le point de croisement sont la Malaisie et l'Indonésie, subissant également des problèmes domestiques, mais aucun effondrement généralisé. Aucun pays n'est complètement à l'abri de la *maladie syrienne*, mais certains y sont moins sensibles. Donc, certains producteurs de pétrole, tels que le Royaume-Uni ont traversé ce point de croisement sans souffrir de catastrophes visibles ; mais la dépendance du budget britannique au pétrole brut n'était que de 2% en 2011.

À ce stade, la question est évidente : étant donné les cas connus de cette *maladie syrienne*, étant donné que l'épuisement est inévitable, quel pays est le prochain sur la liste ?

Il y a plusieurs candidats pour un futur croisement de la production et de la consommation, mais aucun ne semble en être très proche. Le Venezuela, l'Iran et le Mexique sont peut-être les producteurs les plus à risque ; mais le moment critique n'est pas à attendre avant encore plusieurs années, loin dans le futur. Mais

le cas le plus intéressant et inquiétant est celui de l'Arabie saoudite. Les données présentées ci-dessous proviennent de [Mazamascience](#). La plupart des producteurs de la péninsule arabique (à l'exception du Yémen) montrent une tendance similaire.



Vous voyez que, malgré l'augmentation rapide de la consommation interne, l'Arabie saoudite est toujours capable d'exporter environ les deux tiers de sa production. Mais dans le futur ? Bien sûr, les extrapolations sont toujours dangereuses, mais il ne semble pas que les courbes de production et de consommation soient destinées à se croiser bientôt. Par conséquent, le pays pourrait encore avoir au moins deux décennies de revenus substantiels provenant de ses exportations de pétrole. Le problème est que l'économie saoudienne est fortement dépendante du pétrole : [90% des revenus](#) du gouvernement en proviennent. Ainsi, l'Arabie saoudite n'a pas besoin de passer par le point de croisement pour commencer à éprouver des difficultés. Considérez que ce pays est presque entièrement [dépendant des importations](#) pour la nourriture de sa population, et que la tendance se dégrade en raison de l'épuisement des réserves aquifères locales [*impactant l'agriculture locale*]. Vous pouvez imaginer ce que le problème pourrait devenir en cas de perte substantielle de ressources financières provenant du pétrole brut. Si l'Arabie saoudite commence à souffrir de la *maladie syrienne*, le désastre qui en résulterait, pourrait faire passer l'effondrement syrien pour un jeu d'enfants.

Y a-t-il un espoir pour l'Arabie saoudite ou pour tout autre pays producteur d'éviter la *maladie syrienne* ? Il y a plusieurs façons de reporter ou d'enrayer le déclin de la production de pétrole si les ressources financières suffisantes sont disponibles. Cependant, ce ne sont que des palliatifs : l'épuisement est un processus irréversible. Un pays ne peut s'y préparer qu'en construisant une infrastructure économique alternative tant que c'est encore possible ; une occasion qui a été manquée en Syrie. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite ne manque pas de ressources financières pour des investissements massifs dans les énergies renouvelables, qui fourniraient une alternative à l'effondrement créé par l'épuisement. Malheureusement, il ne semble pas que ces investissements soient faits, avec un gouvernement saoudien préférant se livrer à des jeux coûteux de puissance militaire régionale. Voilà une mauvaise idée non seulement pour l'Arabie saoudite, mais pour le monde entier : avec plus de 10% de la consommation de pétrole mondial fournie par les producteurs de la péninsule arabique, vous pouvez imaginer ce qui pourrait arriver si la région succombait à la *maladie syrienne*.

Le pétrole brut a beaucoup donné à l'Arabie saoudite, le pétrole brut peut en reprendre une large part. Mais il y a quelque chose que le pétrole brut ne peut jamais prévoir, c'est la sagesse nécessaire pour bien le gérer.

**Ugo Bardi**

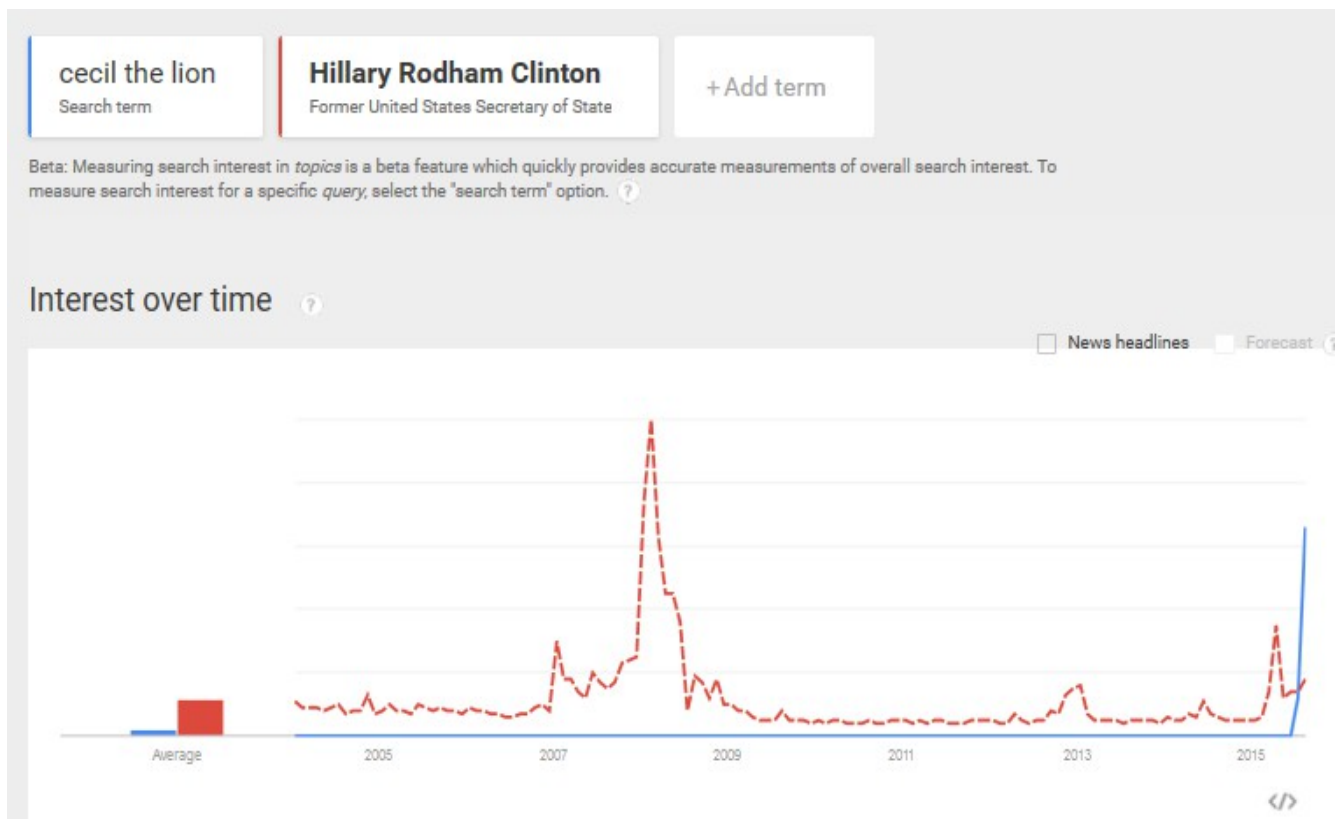
Traduit par Hervé, édité par jj, relu par Literato pour le Saker Francophone

## **Cecil le lion: comprendre le fonctionnement du buzz**

23 août 2015 Par **Ugo Bardi**, originellement publié sur le site [Cassandra's Legacy](#) | 6 Aout 2015



*Cecil le lion (en afrique) a été tué par un chasseur.*



Un « mème » est une unité d'information dans l'espace de la communication. Les mèmes ont tendance à être viraux et à se diffuser rapidement ; certains se diffusent si vite qu'on peut les qualifier de « supermèmes ». Ci-dessus, vous pouvez voir les résultats de tendances de recherches Google, où le meme « Cecil le lion » connaît une croissance incroyablement rapide, dépassant le nombre de recherches d'un terme politique très connu, comme « Hillary ». Et cette croissance ne cesse de se poursuivre ! C'est un véritable « supermème ».

La communication, de nos jours, se base principalement sur la capacité à rendre viraux certains concepts. C'est-à-dire qu'ils se diffusent alors d'eux-mêmes sur le Web, générant des « mèmes », des entités capables de s'auto-reproduire dans l'espace de la communication. Donc, pendant des années, scientifiques et décideurs politiques ont essayé de créer des mèmes pour parler aux gens des dangers du réchauffement climatique. Globalement, cela s'est soldé par un échec cuisant, malgré des efforts héroïques. L'idée selon laquelle le changement climatique est réel, d'origine humaine, et dangereux, ne semble tout simplement pas s'attarder dans l'esprit des gens. En d'autres termes, cela ne génère pas de mèmes.

Donc, comment un concept devient-il viral? Nous pouvons apprendre quelque chose là-dessus en étudiant un mème récent, celui qui correspond au meurtre du lion Cecil. En utilisant les indicateurs de tendances Google pour mesurer le

nombre relatif de recherches internet, on s'aperçoit que ce même croît si rapidement qu'il peut être qualifié de « *supermème* », comparable en intensité à des recherches du domaine de la politique ou des grands événements sportifs, qui dominant généralement l'espace des recherches internet.

« *Cecil le lion* » a autant de succès parce qu'il présente les trois caractéristiques élémentaires à tout supermème, qui sont : 1) être simple, 2) qu'il y ait un méchant, 3) être rassurant. Vérifions :

1. **C'est une histoire simple (un homme tue un lion)**
2. **Il y a un méchant (le chasseur diabolique)**
3. **C'est rassurant (ce n'est pas nous qui détruisons la faune sauvage, ce sont les méchants chasseurs)**

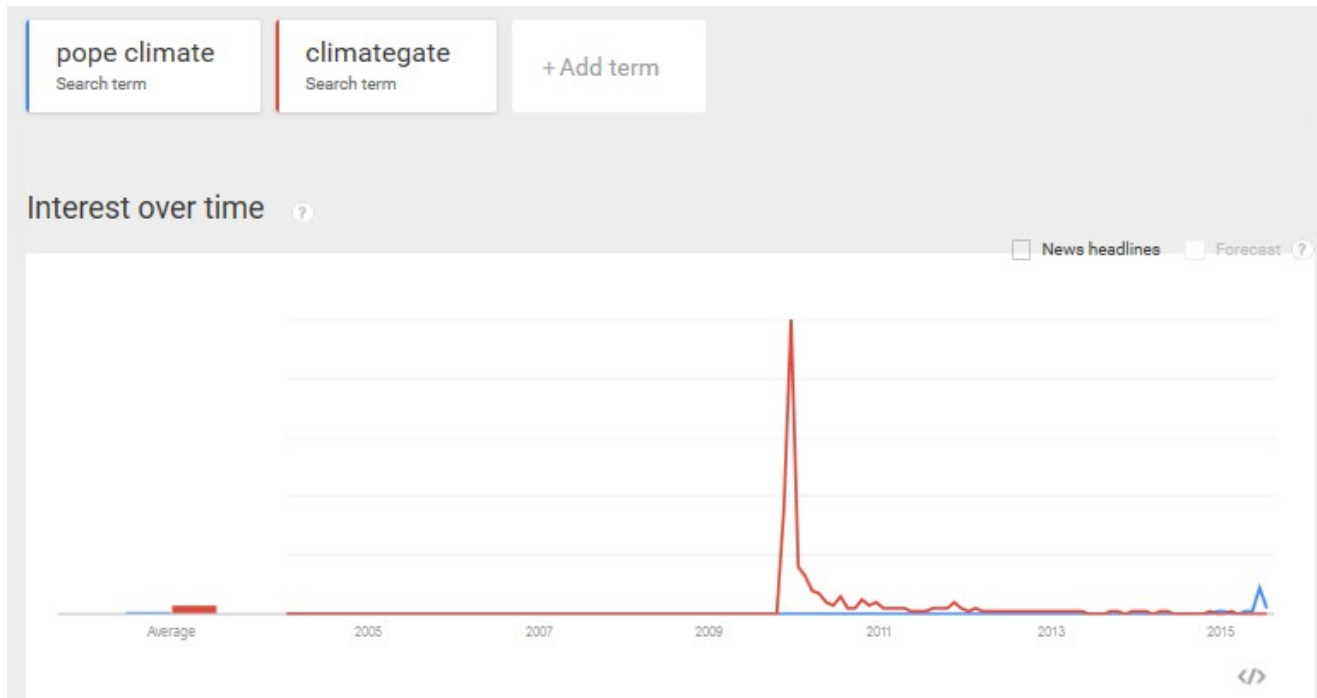
Il s'agit là de caractéristiques très classiques de tout même efficace, en particulier dans le domaine de la politique. Pensez à Saddam Hussein, qui en est un autre exemple : 1) histoire simple (il construit des armes de destruction massive), 2) Il y a un méchant (il déteste notre liberté) et 3) C'est rassurant (nous le bombardons et tout ira bien). Il est peut-être possible de créer des supermèmes avec des caractéristiques différentes, mais cela s'avérera certainement très difficile.

A partir de ces considérations, nous pouvons probablement comprendre pourquoi il est si difficile de créer des mêmes efficaces et véhiculant le message adéquat au sujet du changement climatique: la science climatique n'est pas simple, le méchant c'est nous, et l'histoire est dérangeante, plutôt que rassurante. Au contraire, créer des mêmes climatiques diaboliques est très simple ! Les concepts selon lesquels le changement climatique n'existe pas, que ce n'est pas notre faute, qu'il n'est pas dangereux, semblent être des sources de mêmes intarissables. Par exemple, l'histoire du « [\*climategate\*](#) » est devenue un même à succès parce qu'elle présentait ces trois caractéristiques :

1. **C'est une histoire simple (les scientifiques conspirent contre le public).**
2. **Il y a un méchant (les vilains scientifiques)**
3. **C'est rassurant (le changement climatique est un canular, ce n'est donc pas notre faute).**

Nous pouvons comparer les résultats du « *climategate* » avec ceux du meilleur même en rapport avec le changement climatique que j'ai pu trouver; l'encyclique

du Pape sur le climat. Malheureusement, le texte du Pape ne présente pas les trois caractéristiques « *magiques* », et vous remarquerez la petitesse de son impact, comparé à celui du climategate.



C'est donc à un obstacle de taille que l'on se heurte lorsqu'on essaie de créer des bons mêmes sur le changement climatique. Rien d'impossible, certainement : nous pourrions considérer l'histoire de Cecil le Lion comme un exemple de même positif sur la nécessité de conservation des écosystèmes. Au moins, cela montre que beaucoup de gens se soucient de ce problème. Mais il est aussi exact que ce même a rapidement dégénéré en chasse aux sorcières. Le tueur du lion ne méritait rien de moins, et les trois caractéristiques impliquent toujours quelque chose de « *méchant* », une chasse contre un vilain, ce que nous préférons éviter avec le problème climatique.

Il semblerait que nous soyons condamnés, n'est-ce pas? Peut-être, mais il y a tout de même de l'espoir. Tout d'abord, les Google Trends (Tendances Google) nous fournissent des données sur l'impact d'un même, mais pas l'histoire complète. Cela nous dit combien de personnes cherchent activement un concept, mais pas combien d'entre elles ont été exposées à ce concept.

Donc, si vous utilisez Google Trend pour obtenir des données au sujet du concept du « *consensus de 97%* » sur le climat, vous remarquerez que le nombre de recherches est trop faible pour générer une courbe. De la même façon, le « *consensus climatique* » ne génère pas de comportement « mémétique » significatif. Apparemment, les gens ne recherchent pas activement l'estimation du

nombre de scientifiques qui sont convaincus que le changement climatique d'origine anthropique est réel. Cependant, si vous recherchez sur Google « *consensus de 97%* » sur le climat, vous obtiendrez plus de 350 000 résultats. Cela n'est pas si mal en comparaison avec « *climategate* », qui produit 570 000 résultats. Si, ensuite, vous recherchez « *Pape changement climatique* », vous obtiendrez 25 millions de pages et « *climategate* » devient alors insignifiant.

A partir de là, je pense que nous pouvons dire que de bons mêmes climatiques ont un impact significatif sur le débat. Le « *consensus de 97%* » est l'un d'entre eux. Il ne se diffuse pas aussi vite que les mauvais mêmes climatiques, mais si l'on prend en considération la virulence avec laquelle il a été attaqué et nié, il est certainement efficace. L'impact de l'encyclique du Pape est encore bien meilleur ; lui aussi a été fortement attaqué par ceux qui nient les changements climatiques.

Je pense donc que nous pouvons apprendre deux ou trois choses de cette analyse. L'une d'elles, est qu'il existe une désinformation importante sur le changement climatique, sous forme de mêmes, et que cela va continuer tant qu'il y aura de l'argent à gagner avec les combustibles fossiles. Nous devons apprendre à reconnaître ces mauvais mêmes afin de les combattre. Nous devons nous rappeler qu'une des raisons pour lesquelles ils sont si efficaces, c'est que la plupart des gens ne comprennent pas qu'ils sont manipulés (comme l'a dit Baudelaire, « *La plus belle des ruses du Diable est de vous persuader qu'il n'existe pas !* »). Mais si les mécanismes internes des mêmes de la désinformation climatique sont dénoncés, ils deviennent alors bien moins efficaces.

Nous pouvons aussi apprendre qu'il est possible pour nous de lutter efficacement dans cette guerre de communication asymétrique, même sans supermèmes, et sans astuces tordues. Manifestement, la promotion de l'action contre le changement climatique ne peut se faire à l'aide des méthodes utilisées pour vendre une marque X de céréales. Nous devons en apprendre davantage sur la façon de transmettre ce message aux leaders d'opinion, et aux décideurs politiques. Nous apprenons cela, par exemple, en diffusant le concept de consensus, et en nous basant sur la tendance naturelle des gens à se soucier les uns des autres (c'est l'essence même de l'encyclique du Pape).

En définitive, c'est une guerre que l'on peut gagner, et que l'on va gagner (avec ou sans mêmes) au fur et à mesure de l'augmentation de signes évidents du changement climatique, impossibles à ignorer. Se battre aux côtés de la vérité est confortable !

**Ugo Bardi**

# La chute continue: Porto Rico se déclare en faillite

4 mai, 2016 [Benji Les Moutons enragés](#)

Celui qui explique que non, l'actualité financière n'est pas inquiétante n'a pas conscience des événements actuels, car **c'est bien une catastrophe de grande ampleur qui se profile à l'horizon. Les chutes continuent et se multiplient inlassablement**, on peut apprendre dans les dernières actualités que le groupe maritime et pétrolier danois [AP Moeller-Maersk qui a vu son bénéfice fondre au premier trimestre de 86%](#), pareil pour total, [effondrement de 89%!!!](#) L'on peut également apprendre que suivant le FMI, [la croissance chinoise et japonaise en net recul en 2016](#), même si pour le Japon il n'y a rien de bien étonnant, le pays ayant atteint un niveau d'endettement plus qu'indécent. Et le pire est à venir avec cette nouvelle déclaration de Egon Von Greyerz qui a expliqué que [les bons du Trésor américain allaient « disparaître dans un trou noir »](#). Quel que soit l'angle sous lequel on regarde le problème, les faits sont là, et nous ne pourrons qu'avoir des confirmations, car dans le domaine, les miracles n'existent pas...

Porto Rico est en faillite, et ce n'est qu'un domino, les plus imposants tiennent encore, mais jusqu'à quand? Car ce territoire américain n'a une dette QUE de 75% du PIB, bien moins que les États-Unis, le Japon, ou la plupart des pays européens...

**Faute de fonds nécessaires, San Juan n'a pas pu payer l'échéance d'une dette garantie par le gouvernement.**

L'heure de la faillite a finalement sonné pour Porto Rico. Lundi, San Juan n'a pas pu faire face à une échéance de 470 millions de dollars. « *Face à l'impossibilité de satisfaire les exigences de nos créanciers et les besoins de notre peuple, j'ai dû faire un choix* », a déclaré Alejandro Garcia Padilla, le gouverneur de l'île des Caraïbes. A court de liquidités, les autorités ont donc décidé d'appliquer la loi controversée adoptée début avril, qui leur permet d'imposer un moratoire à leurs créanciers. Seuls les 22 millions d'intérêts seront payés.

Une nouvelle qui n'est pas inattendue. Depuis dix ans, l'économie de Porto Rico connaît une grave crise. Or, les autorités de San Juan ont décidé d'emprunter de plus en plus, jusqu'à obtenir le triste record de la dette par habitant des États-Unis, dont l'île est un État associé. Et dès juin dernier, son gouverneur, Alejandro Garcia Padilla, avait averti que le remboursement de la dette, qui dépasse les 70 milliards de dollars, était impossible.



Au cours des derniers mois, des entreprises de services aux collectivités, en charge notamment de l'eau ou de l'électricité, ont été les premières à faire faux bond à leurs créanciers. Mais cette fois-ci, les obligations visées sont directement garanties par le gouvernement. Et les comptes de l'île sont désormais trop dégradés pour pouvoir recourir, comme cela a été le cas en novembre et en janvier, à des astuces comptables.

[Lire la suite sur lesechos](#)

[via Business Bourse](#)

## La raison pour laquelle sortir votre argent des banques



[Mac Slavo](#)  
[ShtfPlan](#)

Publié le 05 mai 2016



La photo ci-dessus a été prise il n'y a pas si longtemps, et pourrait être de nouveau prise n'importe où et par quiconque opère sur le réseau digital.

**Si vous cherchez une meilleure raison de sortir votre argent des banques, c'est là une indication claire de l'approche d'une répression digitale.**

Il y a de plus en plus d'exemples d'échecs technologiques et de politiques bancaires visant à empêcher les gens d'accéder à leur argent.

Et ils se multiplient aux quatre coins du monde.

En Irlande, Ulster Bank vient de faire la une, après que certains de ses clients se sont trouvés incapables [d'accéder à leur argent en raison d'un bug informatique](#) qui a affecté les versements de salaires :

Suite à un certain nombre de plaintes déposés par ceux qui attendent de recevoir leur salaire hebdomadaire ou mensuel, la banque s'est excusée

sur Twitter.

« Nous réalisons que certains de nos clients ont des difficultés à voir leurs comptes crédités ce matin. Notre équipe technique se penche actuellement sur le problème », a tweeté @UlsterBank\_Help.

Le problème a été jugé comme mineur et de court terme, et n'a affecté qu'une succursale locale. La banque s'est excusée pour les difficultés rencontrées.

Il est malheureusement évident qu'une nouvelle situation de ce genre se développera bientôt ailleurs, et pourrait affecter beaucoup de monde.

Même les opérations de maintenance de routine et les mises à jour de sites internet peuvent suffire à bloquer l'accès des clients à leurs comptes bancaires, sans pour autant qu'ils reçoivent de préavis. De nombreuses coopératives de crédit, bien qu'elles offrent un meilleur choix, appliquent souvent les mêmes politiques.

[Consumer Affairs.com](http://ConsumerAffairs.com) a rapporté que de nombreuses personnes n'ont récemment pas pu accéder à leurs fonds en raison de la détection d'activités suspectieuses, qui ont impliqué le possible blanchiment d'argent par de petites entreprises. Il ne s'agissait en fait que de versements de salaires par chèque :

« Je suis le propriétaire d'une petite entreprise, et mon salaire est directement déposé sur mon compte chèque. Il y a trois jours, je suis allé à la banque pour récolter des mandats et on m'a traité comme un voleur. Après 40 minutes, on m'a livré les mandats que j'étais venu demander et, sans me donner de préavis, on a imposé une retenue de transferts d'un demi-million de dollars sur mon compte. On m'a informé que mes activités étaient suspectées de blanchiment d'argent, et on m'a traité comme si j'avais fait quelque chose de mal. Je n'ai pas pu obtenir mon argent, et n'ai pu payer ni mes employés ni mes factures. Ils ont volé mon argent, et je dois maintenant me battre pour le récupérer. »

L'Afrique du Sud vient de mettre en place une législation qui demande le [gel du compte bancaire](#) de quiconque utilise une adresse erronée.

Si vos relevés de compte sont envoyés à une adresse qui n'est plus celle de votre résidence, votre compte bancaire peut se retrouver gelé, comme l'a expliqué le South African Banking Risk Information Centre (SABRIC), qui a demandé aux Sud-africains de mettre à jour leurs détails personnels auprès de leur banque.

Comme l'explique le Financial Intelligence Centre Act (FICA), les banques doivent disposer d'informations clients correctes afin d'être en règles. Les documents collectés pour vérifier l'identité de leurs clients

sont entre autres des copies de pièce d'identité et des preuves de lieu de résidence.

Des politiques similaires ont été mises en place aux Etats-Unis, notamment au travers des lois contre le terrorisme, et demandent entre autres l'[automatisation par les banques d'un système de suivi de transactions](#), le signalement de toute transaction suspecte ainsi que de tout transfert supérieur à 3.000 dollars, de tout [retrait important en liquide](#), de toute activité sur les marchés des changes, et de n'importe quel autre détail relatif aux comptes individuels.

Les lois offrent également une [immunité légale](#) aux banques contre une quelconque conséquence ou séquestration en cas de faux signalement d'activités suspectieuses.

Comme [SHTF l'a rapporté](#) il y a quelques jours, certaines banques ont reçu l'ordre de saisir le liquide de leurs clients et de signaler toute activité importante en liquide à la police.

Le Département de la justice a demandé à tous les caissiers de banque des Etats-Unis de prendre contact avec les forces de l'ordre s'ils suspectent un retrait de liquide d'être lié à des activités illicites. Nul besoin de preuves. La simple suspicion d'une banque suffit pour que soit lancée une enquête.

*Via [The Sovereign Man](#), Simon Black*

Ce que beaucoup ne réalisent pas, c'est que les banques sont déjà les espions non-rémunérés du gouvernement.

Les régulations fédérales, dans le pays de la liberté, obligent les banques à signaler toute activité suspecte de leurs clients. Et ce n'est pas une option.

Les banques ont un quota de rapports à compléter et soumettre au gouvernement.

Une nouvelle vague de suspensions de services pourrait survenir, à mesure que nous avançons vers une ère de piratages informatiques, de suspensions de services, de restrictions d'accès, de mots de passe invalides et d'intégration d'informations biométriques aux systèmes d'authentification qui connectent ultimement des millions de personnes entre elles sur un internet dominé par les corporations et régulé par la très politisée FCC.

Que se passera-t-il quand les individus se retrouveront coincés hors de leur propre vie et ne pourront plus contrôler leurs propres comptes en raison de l'évolution des standards de vérification d'identité, de problème de récupération de mot de passe, d'insuffisance de fonds ou de transactions suspectes ?

L'établissement d'un statu quo de surveillance et de contrôle a eu lieu dans le contexte de ce qui nous a été présenté comme une bataille des bons pirates informatiques contre de méchants :

« Les banques ne le font pas pour des raisons de respect des lois, mais pour minimiser l'exposition de leurs clients aux crimes tels que la fraude, l'usurpation d'identité et le piratage informatique », a expliqué Pillay.

([source](#))

Pour dire les choses simplement, les banques doivent se plier à n'importe quelle demande d'informations, et vous serez de plus en plus obligés de vous plier, avec les banques, à ces politiques.

Jusqu'où cela pourra-t-il aller ?

Au Royaume-Uni, la banque Halifax effectue déjà des tests qui visent à utiliser [le rythme cardiaque de ses clients](#) afin d'autoriser retraits et transactions :

Halifax est aujourd'hui la seule banque britannique à tester une nouvelle technologie qui permettra à ses clients de prouver de leur identité grâce à l'analyse de leur rythme cardiaque.

[...]

Ses futurs clients porteront peut-être des bracelets capables de mesurer leur « rythme cardiaque », qui est unique à chaque individu.

[...]

De la même manière que les cartes sans contact, le bracelet, appelé un « Nymi », sera capable de communiquer avec une caisse ou un distributeur automatique pour permettre à son utilisateur de payer pour des produits ou de retirer de l'argent.

Conserver votre argent en banque dans de telles circonstances ne rendra le système bancaire plus efficace que pour les membres les plus conformes de la société.

En revanche, sortir tout votre argent des banques en une fois peut attirer vers vous des regards suspicieux. Vous êtes observé de près.

Nombreux sont toutefois ceux à avoir opté pour une sortie du système bancaire.

Comme l'a rapporté Daisy Luther, [43% des Américains](#) ne se reposent plus sur leurs dépôts bancaires.

Cela signifie que 43% des gens qui épargnent de l'argent ne le placent pas en banque. C'est une bonne nouvelle pour ceux d'entre nous qui espèrent voir les gens se réveiller et percevoir la corde qui se resserre autour de leur cou, mais une mauvaise nouvelle pour les banques qui dépendent des dépôts pour accorder des prêts et gagner des intérêts.

[...]

Lors d'une récente interview, le gestionnaire de fonds Eric Sprott a expliqué pourquoi accumuler des devises sur un compte bancaire est une mauvaise idée :

Selon moi, la raison principale pour laquelle posséder des métaux précieux est le niveau de risque représenté par le système bancaire. Vous ne tirez rien du dépôt de votre argent auprès de banques. Et en le plaçant en banque, vous adossez tous les risques d'une banque endettée. J'ai toujours pensé que ce seront les risques du système bancaire qui pousseront ultimement les gens à se tourner vers l'or.

(Source: [SHTFplan](#))

Sur le long terme, il pourrait être utile de réorienter vos efforts vers le [système de troc](#), pour être capable non seulement d'échanger des biens et services en or et en argent, mais aussi de satisfaire à vos besoins en offrant un service utile et spécialisé.

Une transition n'est certes pas chose facile, mais s'intègre parfaitement dans vos préparations pour l'avenir et dans votre projet d'autosuffisance, comme l'explique [Tess Pennington dans Prepper's Blueprint](#).

Ne dites pas que cela ne pourra pas se produire. Une nouvelle crise similaire à celle de MF Global pourrait très bien survenir et forcer beaucoup de gens à enregistrer une perte sur les fonds qui leur auront été volés.

**[Jim Rickards au Keiser Report 908 \(ST FR\)](#)**

[or-argent.eu](#) mai 5, 2016



**The New Case for Gold, le dernier livre de Jim Rickards, a servi de fil conducteur à cette édition du Keiser Report afin d'aborder toute une série de thématiques chaudes de l'or comme : pourquoi est-il tant dénigré, que valent les arguments de ses adversaires, l'or de Fort Knox y est-il vraiment ?**

### **[Transcription Jim Rickards au Keiser Report 908 \(français\)](#)**

Bienvenue à nouveau dans le Keiser Report, c'est Max Kaiser. Il est temps de nous tourner vers Jim Rickards, auteur de « The New Case for Gold ». Jim, bienvenue à nouveau.

Merci Max, c'est toujours un plaisir.

Plongeons dans le vif du sujet Jim Rickards. Avant d'évoquer les nouveaux arguments en faveur de l'or, parlons des anciens en les réfutant.

Vous qualifiez vous-même ce livre de manifeste qui peut être utilisé pour contredire tous les « paper bugs », comme on les appelle. Le premier argument étant qu'il n'y a pas assez d'or. Vous écrivez : l'objection contre l'or en termes de production n'est pas qu'il entrave la croissance, mais le vol. Expliquez.

Les gens disent que la production d'or ne progresse pas assez vite pour soutenir la croissance de l'économie. La croissance mondiale est d'environ 3-4 % alors que la croissance de la production de l'or est d'environ 1,2 %, donc l'or n'est pas en mesure de suivre. C'est de la bêtise pure, c'est complètement à côté de la plaque parce que cela ne fait pas la distinction entre l'or officiel, détenu par les banques centrales, et l'or total, qui inclut les bijoux, les montres et l'ensemble de l'or privé.

Si les banques centrales souhaitent augmenter la masse monétaire dans le cadre du standard or, il leur suffit d'acheter de l'or privé et de créer de la monnaie. Aujourd'hui elles créent de la monnaie en achetant des obligations. Il suffit de faire la même chose, mais avec de l'or.

Les banques possèdent combien d'or, environ 35.000 t ? Et il existe 170.000 tonnes d'or au sol ?

C'est correct. Donc la production minière n'a aucun impact sur l'or des banques centrales. Il leur suffit d'acheter de l'or privé. Il s'agit d'un excellent exemple de ces arguments que j'appelle des réponses réflexes toutes faites. Si vous dites quelque chose de positif sur l'or, on vous répond avec ce genre d'arguments concernant la croissance de la quantité d'or. Ces gens ne savent pas de quoi ils parlent. Ils parlent de masse monétaire, et cet argument ne tient pas pour les raisons que nous venons d'expliquer. Dans le chapitre d'introduction du livre, je passe donc en revue les soi-disant arguments massue contre l'or. Aucun ne tient la route. Ils sont en fait incorrects ou analytiquement erronés et je les réfute un par un.

Mais pourquoi ces gens ressortent sans cesse ces arguments ? Je sors un peu du fil de l'émission, mais il y a un groupe de « paper bugs », un ordre établi qui soutient le système actuel et pour qui l'or est l'ennemi. Toute remise en question de ce système basé sur la dette, sur la création monétaire est rejeté car il s'agit d'une question de vie ou de mort et non de logique économique.

C'est juste. Je dirais que ce que vous appelez les paper bugs, ou les anti or, consistent en 2 catégories. Il y a ceux qui savent, qui comprennent très bien les arguments que je développe, mais qui préfèrent le système tel qu'il est en ce moment. Les Docteurs en économie, les banquiers centraux, etc. Si vous aviez le monopole de la création monétaire, pourquoi voudriez-vous du standard or, pourquoi vous démettre de ce pouvoir ? Janet Yellen, Mario Draghi, Kuroda de la banque du Japon, ils contrôlent la masse monétaire. Et c'est bien connu, si vous contrôlez la monnaie vous contrôlez la politique, vous contrôlez les comportements et bien d'autres choses. Pourquoi abandonner un tel pouvoir ? Personne n'est prêt à un tel abandon volontaire.

Donc ils sont plus futés que cela, mais ils font mine de ne pas comprendre. En ce qui concerne la vaste majorité des citoyens de la planète, ils acceptent ces arguments pour argent comptant sans esprit critique. Je ne dénigre pas les gens, c'est juste qu'ils font confiance aux élites, ou ils n'y réfléchissent pas assez. Quoi qu'il en soit, tous ces arguments contre l'or ne tiennent pas la route.

Parlons d'un « paper bug » célèbre, Warren Buffett. Il a dit qu'il n'investit pas dans l'or car il n'offre pas de rendement.

L'or n'est pas censé offrir de rendement. L'or, c'est une monnaie. Si vous prenez dans votre portefeuille ou dans votre porte-monnaie un billet, offre-t-il un rendement ? Non, il n'y a pas de rendement car c'est de la monnaie. Les gens vous répondent alors qu'en le déposant à la banque vous en obtiendrez un. Oui, mais dans ce cas il ne s'agit plus de monnaie. Lorsque vous déposez votre argent à la

banque, il ne s'agit plus d'argent mais d'un engagement non garanti auprès d'une institution financière éventuellement insolvable. Je ne dis pas de retirer votre argent de la banque, je souhaite juste que vous compreniez ce que vous faites. Il ne s'agit plus de monnaie, vous prenez un risque en termes de solvabilité de la banque, qu'elle soit éventuellement fermée par les régulateurs.

Rendement faible = risque faible. Vous pouvez obtenir un rendement supérieur en augmentant les risques. Lorsque vous voulez du rendement, vous devez prendre des risques. La monnaie ne présente aucun risque, ce n'est que de la monnaie. Le risque est que les gens perdent confiance en une monnaie, mais c'est différent. L'or n'est pas censé rapporter.

« La confiance envers l'intégralité du système financier repose sur le dollar ; la confiance en celui-ci repose sur la solvabilité de la Fed ; et cette solvabilité repose sur l'éclat de l'or. Quoi ???

Je voudrais évoquer ce dîner avec l'un des membres du Conseil des Gouverneurs de la Fed. Je viens en fait du monde obligataire avant l'or. J'avais valorisé le portefeuille d'actifs de la Fed à sa valeur de marché. Parce que si vous achetez des obligations lorsqu'elles rapportent 1,5 %, puis que ce rendement grimpe à 2,0 %, le prix de l'obligation baisse sur les marchés pour refléter ce rendement inférieur, les prix des obligations varient inversement par rapport aux taux.

J'ai donc calculé la valeur des actifs de la Fed à leur valeur de marché pour découvrir que de temps à autre, elle est en état d'insolvabilité. C'est quand même étonnant, de découvrir que la Fed est parfois insolvable en mark-to-market. J'en ai parlé à cette personne, qui a nié. Je lui ai dit que je pensais que c'était le cas, elle m'a répondu que personne n'a jamais fait les calculs, je lui ai rétorqué que je l'avais fait, et je ne pense pas être le seul. Elle a fini par me dire :

« Peut-être, mais cela n'a aucune importance. » C'était son avis. Peut-être bien, peut-être pas, cela pourrait devenir un problème politique majeur.

Mais j'ai eu ensuite eu une autre conversation avec un vrai initié de la Fed, dont je parle dans le livre. Un gars choisi en personne par Bernanke pour s'occuper de certains dossiers.

Il m'a affirmé que la Fed n'a jamais été insolvable, même en mark-to-market. Il n'en a pas démordu. Je suis donc retourné à mes calculs, quelque chose m'avait peut-être échappé.

En me penchant à nouveau sur le bilan de la Fed, alors que je m'étais principalement concentré sur ses obligations, j'ai vu qu'ils ont aussi ces certificats or, qui sont valorisés à 42 \$ l'once. J'ai donc divisé la valeur de l'or par 42 pour



obtenir la quantité de 8000 tonnes d'or, ce qui correspond plus ou moins à ce que le Trésor possède depuis qu'il a confisqué l'or de la Fed en lui donnant ensuite ces certificats en échange. Cela implique 2 choses :

1. Le Trésor n'a pas le droit de vendre de l'or, car ce métal est nécessaire pour garantir les certificats en possession de la Fed.
2. Mais si on valorise ces certificats or à leur valeur de marché, cela signifie 350 milliards de dollars de plus sur le bilan de la Fed.

Ce qui signifie que son effet de levier, actuellement de 113 et qui correspond à celui d'un très mauvais hedge fund, tombe à 13, ce qui est normal pour une banque. Ce qui importe c'est que le portefeuille caché de la Fed ne concerne pas ses obligations, mais son or.

Ce qui nous amène à ceux qui demandent un audit de la Fed. Faisons un audit de Fort Knox. Ces questions sont souvent posées... l'or existe-t-il toujours ?

L'or y est, j'ai de bonnes raisons pour le croire. Beaucoup de confusion règne à ce propos. Est-ce qu'une partie de l'or a été prêté ? Probablement. Je ne conteste pas le fait que l'or a été prêté, ces prêts étant des opérations papier destinées à manipuler le cours de l'or. Non seulement je suis d'accord sur ce point, mais il y a de solides éléments pour le prouver, j'en parle dans le livre. Je suis d'accord sur ce point, mais l'or physique est présent.

Si vous possédiez autant d'or, pourquoi vous en débarrasser ? Ce n'est pas nécessaire. Le fait que la JP Morgan, via la BRI, prête l'or du Trésor ne signifie pas que l'or est chargé dans des camions pour être emmené. Cela peut être fait avec des droits de réhypothécatation et d'autres transactions papier. Est-il prêté et utilisé pour manipuler à la baisse le cours de l'or ? Oui. Cela signifie-t-il que l'or n'est plus physiquement disponible ? J'ai de bonnes raisons de penser qu'il y est toujours. Cela dit, je suis en faveur d'un audit. Je ne suis pas contre cet audit. Ouvrez les portes, faites entrer des journalistes, des membres du Congrès, des citoyens américains et montrez-leur l'or. Dressez un inventaire, écrivez les numéros de série des lingots. Je suis en faveur de tout cela.

## **La Technologie qui sert à la suppression du Cash**

mai 5, 2016/Les Éconoclastes / [Liliane Held-Khawam](#)

Alors que certains spéculent sur la fin -ou pas- de telle ou telle devise, les processus de dématérialisation de l'argent se déroulent dans un confort impressionnant! L'argent semble couler à flot et les publiportages vantant quotidiennement les mérites de la [cypto-monnaie](#) ne manquent pas.

Des outils technologiques vont bientôt mettre hors d'usage la masse monétaire numéraire (cf [business-bourse.com](http://business-bourse.com) et [bloomberg](http://bloomberg.com)). Une plongée dans les abîmes des algorithmes et autres logiciels dont les commanditaires-propriétaires préfèrent l'ombre et le secret à la lumière sera alors imposée à tous.

Voilà une ère qui s'ouvre où vous ne serez plus propriétaires du bien que vous recevez en échange de votre travail. Votre salaire sera déposé sur une plateforme dont les patrons de l'ombre en disposeront librement. Il leur suffirait d'un clic pour vous déconnecter du Système...

Mais qui sont ces propriétaires d'un nouveau genre ? Quelles sont leurs intentions réelles ? D'illustres inconnus dotés d'intentions inconnues deviendraient les maîtres absolus de la monnaie, de sa création, de sa gestion et de sa dimension équitable.

La fin du numéraire signera avec elle la fin de ce qui reste de contrôle monétaire aux Etats. Il ne resterait que [la monnaie scripturale d'ores et déjà en mains des banquiers commerciaux](#).

**Tout cela est privé et n'aurait aucun contre-pouvoir public.**

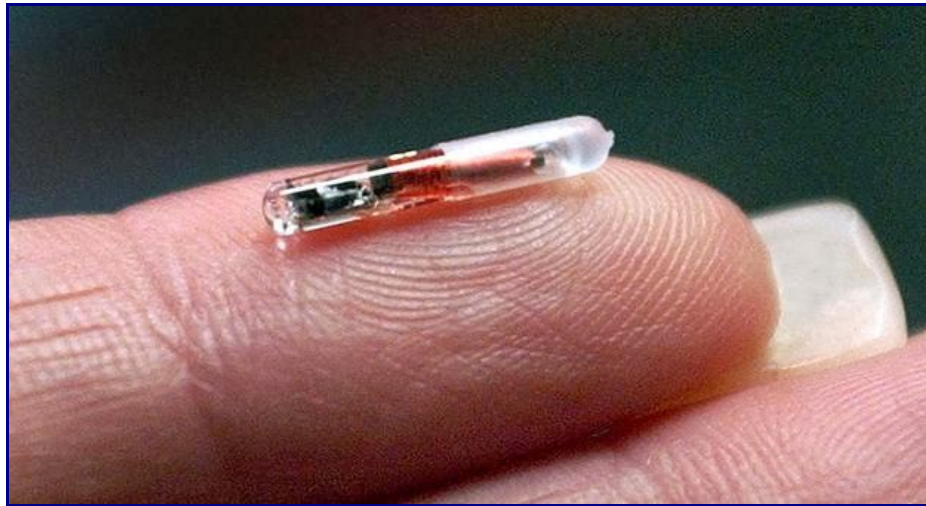
D'illustres inconnus ne représentant plus l'espace public seraient les détenteurs ultimes de l'autorité supposée protéger la propriété privée (argent, dépôts) d'éventuelles spoliations.

Nous pouvons malgré tout émettre une hypothèse un peu facile. Ces nouveaux maîtres dépensent depuis des décennies des sommes inimaginables dans l'élaboration du nouveau monde centré sur la technologie. Rien que le développement et la mise en place de cette dernière doit se chiffrer en milliards et au-delà. Ces produits ne sortent pas du chapeau d'un jour à l'autre... Ce sont donc sûrement les tenants du Casino qui ont dû gagner des sommes astronomiques en produits dérivés, bail out et bail in de toutes sortes mais surtout en création monétaire bancaire illimitée ainsi qu'en dettes publiques...

Les multiples crises qui ont laissé les peuples et les Etats sur le carreau ont enrichi à l'infini les tenants du nouveau Système diaboliquement intelligent et performant. La suppression du cash, est une des mesures sur lesquelles comptent le nouveau Système afin d'éviter toute tentation de retour à l'ancien qui signerait son échec.

**Après avoir TOUT financiarisé et effondré les Etats financièrement et économiquement, le Système souhaite maintenant exercer un contrôle absolu sur la monnaie. Ce faisant, il tend à agréger l'humanité et l'ensemble de ses activités autour d'un système monétaire mondial unique, porté par une plateforme mondiale**

**unique aussi. Les tenants de cet outil deviennent alors les maîtres sans partage du monde.**



Puce RFID

**Les élus signent depuis de nombreuses années toute sorte de documents pour que ceci arrive. Lequel d'entre eux auraient l'idée de s'opposer à ce bulldozer ? Par conséquent, cette mutation est rendue parfaitement légale par les représentants des Etats. Cela ne signifie pas pour autant que ce soit légitime !**

Au stade où nous en sommes, il est difficile d'imaginer une solution humaine pour stopper ce massacre annoncé de l'humanité. Les autorités nationales n'ont d'ores et déjà plus de pouvoir. Cela doit faire au moins 30 ans que celui-ci est transféré progressivement (cf paradoxe de la grenouille) soit en direct à des organisations (Sociétés anonymes, entités publiques-privées, associations, fondations, etc), soit à des entités supranationales. Le FMI ou la Commission européenne ne sont que 2 exemples parmi tant d'autres.

**Les législations nationales ont été subordonnées au droit international qui lui est systématiquement supérieur.** Il suffirait que l'une de ces organisations décide de la fin de l'argent liquide/cash pour que l'ensemble des pays s'aligne sur cette décision.

Cette suppression de cash non seulement envisagée mais décidée et en cours de rodage technologique (cf. articles mentionnés précédemment) doit être placée dans un environnement plus large que ces mêmes dirigeants appellent le post-humanisme. On ne peut faire l'économie de l'intégration du transhumanisme. Ce serait une erreur de raisonnement et de vision d'ensemble.

Essayons d'illustrer nos propos par un exemple simple. La disparition programmée du cash a été accompagnée ces dernières années par -entre autres- l'apparition de cartes munies d'une puce **RFID**. Porter une telle carte permet une géolocalisation

permanente de l'individu. En Suisse, même l'abonnement de train CFF est muni de deux puces RFID ! Une pour les trajets en train et une autre pour vous accompagner sur les pistes de ski. En réalité, qui peut dire avec certitude où commence et où finit le contrôle ?

**Le vol ou la perte de cette carte munie de ce genre de puce garantit un libre accès à son nouveau détenteur à toutes vos données.** On peut raisonnablement imaginer qu'il ne faudra pas beaucoup de temps avant que le Système ne vous demande d'implanter cette puce sous votre peau pour éviter tout désagrément et pour des raisons de **sécurité**...

**Alors peut-on s'opposer à un Système post-humaniste qui prône par le transhumanisme ?** La réponse est que cela est simplement impossible en cas de suppression du numéraire. Si le Système venait un jour à décider de la généralisation de l'implant de la puce RFID à tout être humain, toute opposition signifierait une totale déconnexion de la vie sociale, économique ou financière...

**- Un piège semble bel et bien en train de se refermer sur l'humanité.**

## **L'or, ce spectre qui hante le système monétaire**

**Rédigé le 5 mai 2016 par Jim Rickards**

Depuis un siècle, les élites s'emploient à éradiquer l'or monétaire, aussi bien sur le plan physique qu'idéologique.

Cela a débuté en 1914, avec l'entrée du Royaume-Uni dans la Première Guerre mondiale. La Banque d'Angleterre a souhaité suspendre la convertibilité des billets de banque en or. Keynes a sagement déconseillé aux banques de le faire. Si l'or était limité, le crédit, lui, était élastique.

En maintenant cette convertibilité, le Royaume-Uni pouvait maintenir son crédit et financer l'effort de guerre. C'est ce qu'il s'est produit. La banque JP Morgan a accordé des crédits colossaux au Royaume-Uni et aucun à l'Allemagne. Ce financement a été crucial pour le Royaume-Uni, et a soutenu le pays jusqu'à ce que les Etats-Unis renoncent à leur neutralité et fassent pencher la balance des forces militaire en défaveur de l'Allemagne.

Bien qu'officiellement la livre sterling soit convertible en or, la Banque d'Angleterre a réussi à en décourager la conversion effective.

Les souverains or (gold sovereigns) ont été retirés de la circulation et transformés en barres d'or de 400 onces. Ce type de barres a restreint la détention d'or aux personnes fortunées et confiné ce dernier aux chambres fortes. Aux Etats-Unis, on a également assisté à une disparition similaire de l'or en tant que monnaie en circulation.

## **Des dates marquantes**

En 1933, le président américain Franklin Roosevelt a pris un décret présidentiel prohibant la détention d'or. Légalement, Roosevelt s'est appuyé sur le Trading with Enemy Act (« Loi sur le commerce avec l'ennemi », littéralement) de 1917 pour passer ce décret. Considérant que les Etats-Unis n'étaient pas en guerre en 1933, on suppose que l'ennemi en question était le peuple américain.

En 1971, le président Richard Nixon a mis fin à la possibilité de convertir des dollars en or dont bénéficiaient les partenaires commerciaux des Etats-Unis. Selon Nixon, cette fermeture du guichet de l'or devait être temporaire. Quarante-cinq ans plus tard, ce guichet demeure fermé.

En 1973, les pays du G7 et le FMI ont démonétisé l'or. Les membres du FMI n'étaient plus tenus de détenir des réserves d'or. Désormais, l'or n'était plus qu'une matière première parmi tant d'autres. Selon l'élite monétaire, l'or était mort et enterré.

Pourtant, comme le fantôme de Banquo dans Macbeth, la pièce de Shakespeare, l'or s'accroche à son siège, à la table du système monétaire. Les Etats-Unis détiennent 8 133 tonnes d'or. Les membres de la Zone euro et la BCE en détiennent 10 788 tonnes. La Chine a indiqué qu'elle en détenait 1 788 tonnes, mais ses réserves seraient plus proches des 4 000 tonnes, si l'on se base sur des données fiables émanant de Hong Kong et du secteur minier chinois.

La Russie détient 1 447 tonnes et en achète 200 par an. Le Mexique, le Kazakhstan et le Vietnam, entre autres, ont augmenté leurs réserves d'or, dernièrement. (Dommage que le Royaume-Uni ait vendu plus de la moitié de ses réserves d'or en bradant les prix, entre 1999 et 2002).

Les banques centrales, après s'être comportées pendant des dizaines d'années en vendeurs nets (elles vendaient plus d'or qu'elles n'en achetaient) sont devenues en 2010 des acheteurs nets : elles achètent désormais plus d'or qu'elles n'en vendent. La foire d'empoigne autour de l'or s'est amorcée.

## **Qu'est-ce qui motive ce nouvel engouement pour l'or ?**

Dans certains cas, les banques centrales se constituent une protection contre l'inflation du dollar. La Chine possède des réserves représentant 3 200 milliards de dollars, dont plus de la moitié libellées en dollars : essentiellement en bons du Trésor américain.

Le billet vert n'a pas de plus grand ami que la Chine car la richesse de cette dernière s'exprime en dollars. Malgré tout, l'inflation menace. La Chine ne peut se débarrasser de ses bons du trésor ; le marché des obligations du trésor est profond, mais pas à ce point.

Si les ventes de bons du trésor réalisées par la Chine venaient à menacer les intérêts américains, le président des Etats-Unis pourrait geler les comptes chinois en passant un seul coup de téléphone.

Les Chinois le savent bien. Ils sont coincés avec leurs dollars. Ils craignent à juste titre que les Etats-Unis usent de l'inflation pour se sortir de leur dette colossale de 19 000 milliards de dollars.

Pour la Chine, la solution est donc d'acheter de l'or. En cas d'inflation du dollar, les bons du trésor détenus par la Chine seront dévalués, mais les cours de l'or en dollar flamberont. Une importante réserve d'or constitue une diversification prudente. Quant à la Russie, ses motifs sont géopolitiques. L'or représente l'arme type du 21ème siècle, en matière de guerre financière.

Les Etats-Unis contrôlent les systèmes de paiement en dollars et, avec l'aide de leurs alliés européens, peuvent exclure certains adversaires du système de paiement international Swift. L'or est immunisé contre de telles attaques. L'or physique, sous votre garde, ne peut être ni piraté, ni « gommé », ni gelé. Les mouvements d'or offrent à la Russie une solution simple afin de régler ses comptes sans aucune interférence des Etats-Unis.

### **Faites ce que les autorités font, pas ce qu'elles disent**

Les pays achètent également de l'or en anticipant un effondrement du système monétaire international. Le système s'est déjà effondré à trois reprises au cours du siècle dernier. A chaque fois, les principales puissances financières se sont réunies pour établir de nouvelles règles.

Cela s'est produit à Gêne en 1922, à Bretton Woods en 1944 et à la Smithsonian Institution en 1971. Le système monétaire international dispose d'une durée de vie d'environ 30 ans.

Or il s'est écoulé 30 ans, depuis l'Accord du Louvre (évolution de l'Accord du Smithsonian). Cela ne signifie pas que le système monétaire va s'effondrer demain, mais personne ne devrait être surpris si cela se produisait. La prochaine fois que les puissances financières se réuniront pour réformer le système, personne ne voudra de ce « privilège exorbitant » du dollar.

Le yuan chinois et le rouble russe ne sont pas de véritables devises de réserve. La monnaie mondiale du FMI, les droits de tirage spéciaux (DTS), ainsi que l'or, représentent les seules références réalistes, dans la perspective d'un nouveau système.

Certains détracteurs affirment qu'il n'y a pas assez d'or pour soutenir le système financier. C'est absurde. Il y a toujours assez d'or, c'est simplement une question de cours.

En se basant sur les masses monétaires M1 de la Chine, de la Zone euro et des

Etats-Unis, adossées à 40% à l'or, le cours implicite non déflationniste de l'or est de 10 000 \$ l'once.

Moyennant ce cours, un système monétaire stable, adossé à l'or serait soutenable. S'agissant des élites monétaires, observez ce qu'elles font et non ce qu'elles déclarent.

Alors que les élites dénigrent l'or dès qu'elles en ont l'occasion, elles en achètent et l'amassent, se préparant à ce jour où ce sera l'or qui déterminera la place de chacun autour de la table des réformes du système.

Il est plus que temps de revendiquer votre place en allouant un compartiment de votre portefeuille à l'or physique.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/gold-systeme-monetaire/>  
Copyright © Publications Agora

## **Economie : le spectre des années septante**

***Posté le 4 mai 2016 par Bruno colmant***

S'il y a une erreur fatale à commettre en économie, c'est de postuler que son état est pérenne. C'est ainsi que de nombreux commentateurs se saisissent d'un contexte déflationniste et de taux d'intérêt bas pour en postuler l'immuabilité, voire d'affirmer que nous entrons dans une stagnation séculaire, c'est-à-dire un état de morosité économique qui durerait un siècle. Outre le fait que les auteurs de ces sentencieuses affirmations ne seront plus là pour en attester le bien-fondé, quelle naïveté que d'imaginer une stabilité des paramètres économiques ! A terme, la croissance revient toujours.

Je voudrais consacrer cette contribution au niveau des taux d'intérêt. Ceux-ci sont actuellement bas sous l'effet conjugué des programmes d'assouplissements quantitatifs (ou quantitative easing) et de mesures autoritaires prises par les banques centrales.

L'assouplissement quantitatif consiste à réescompter des dettes publiques auprès des banques centrales. Ces dernières deviennent donc des créanciers des Etats dont les dettes servent de gage à la monnaie créée. Il ne s'agit donc aucunement d'injecter directement de la monnaie dans l'économie réelle, mais de soulager la ponction sur l'épargne publique que les Etats devraient exercer pour financer l'accroissement de leur endettement. Techniquement, les Etats et les banques centrales échangent leurs passifs, puisque la dette publique est celui des Etats tandis que la monnaie est inscrite au passif des banques centrales. Ces programmes

d'assouplissement illustrent incidemment la fiction de l'indépendance des banques centrales, dont l'image n'a plus de valeur de réalité.

Ces assouplissements quantitatifs conduisent à une baisse des taux d'intérêt, puisque la monnaie devient plus abondante et donc moins chère. Inversement, on peut expliquer ce phénomène par le fait que la pression haussière exercée par les banques centrales sur le prix des obligations d'Etat fait baisser leur rendement, donc le taux d'intérêt.

Par ailleurs, les banques centrales imposent de manière régalienne des taux d'intérêt négatifs afin de stimuler la consommation intérieure et extérieure (au travers d'une baisse du cours de change). Les principaux bénéficiaires des taux d'intérêt bas et du refinancement de dettes publiques sont les Etats, dont l'endettement a cru de près de 50 % depuis la crise de 2008.

La BCE a confirmé que les taux d'intérêt à court terme (c'est-à-dire sous son contrôle) resteront bas. La question est de savoir si le constat de taux d'intérêt à long terme bas est durable. Nul ne peut préjuger de l'avenir, mais j'en doute. A cet égard, il faut rappeler que le taux d'intérêt est l'addition de trois composantes : un taux d'intérêt réel (destiné à compenser le renoncement à la liquidité du prêteur), une protection contre l'inflation future anticipée et un risque de crédit associé à la qualité de solvabilité de l'emprunteur.

Examinons ces trois composantes.

Le taux d'intérêt réel reflète la loi de l'offre et de la demande de monnaie. Son niveau est donc conditionné par les besoins de capitaux. Ceux-ci sont bas dans un contexte récessionnaire, mais une stabilisation de la croissance va certainement entraîner leur remontée. Cette augmentation pourrait se conjuguer aux besoins de renouvellement d'infrastructures publiques qui seront financés par l'emprunt public, suscitant une hausse du taux d'intérêt réel.

Le retour de l'inflation est, quant à lui, inéluctable puisqu'il est affirmé par les banques centrales. Certes, la théorie quantitative de la monnaie, qui postule que le niveau des prix est proportionnel à la quantité de monnaie en circulation, est contrariée par différents phénomènes, tels que le vieillissement de la population, la baisse des gains de productivité et l'endettement public. Mais, sauf à croire que nous entrons dans de nouveaux paradigmes économiques, il arrivera un moment où l'injection monétaire associée aux programmes d'assouplissement quantitatifs va tracter l'inflation. Cette pression inflationniste sera combinée à la croissance de l'endettement public dont le refinancement va exiger une création monétaire accrue. Bien sûr, l'inflation fait peser un risque d'auto-alimentation. Mais elle paraît s'imposer comme une conséquence, voire un débouché, inéluctable du



réescompte monétaire des dettes publiques.

Pourquoi une intuition d'inflation alors que de nombreux économistes évoquent le spectre de la déflation (ou stagnation) séculaire? Parce que la création de monnaie *ex-nihilo* (avec des billets qui ne deviennent que des créances sur d'autres billets, ceci rappelant l'expression de l'économiste Jean-Baptiste Say (1767-1832) pour lequel « *la monnaie n'est qu'un voile* »), telle que mise en œuvre par les banques centrales, est une traite sur l'avenir dont le remboursement deviendra incertain. Les récentes mesures créent donc de l'argent sans créer de capital.

Certains économistes avancent même que la crise bancaire, étatique et économique est le résultat d'une période caractérisée par un excès de désinflation. Cette période, qualifiée de « grande modération » et qui serait étalée de 1985 à 2005, aurait tiré profit d'une expansion des zones de commerce (au travers de la globalisation) et d'une accessibilité à des poches d'emploi à bas coûts pour masquer la réalité du remboursement des dettes privées et publiques. L'expansion de la demande n'a pas débouché sur une crise d'inflation parce que les occidentaux ont trouvé dans leurs déficits commerciaux l'offre nécessaire à son absorption.

Au reste, on devra se poser la question de savoir comment les autorités monétaires européennes ont pu imposer en même temps des objectifs d'inflation extrêmement bas (2 % sur une base annuelle) et autoriser des États-membres d'augmenter leur endettement public dans des proportions telles que la manière la plus intuitive d'en diminuer le poids est justement une diminution de la valeur relative de la monnaie par l'inflation, ce que les banques centrales entendent désormais stimuler.

Enfin, le véritable risque reste celui qui est associé à la solvabilité des débiteurs, c'est-à-dire des États, ainsi que l'ancien économiste en chef du FMI l'a récemment rappelé. Aujourd'hui, les banques centrales se substituent aux prêteurs privés pour assurer le refinancement des dettes publiques. Mais je subodore qu'à un moment, les marchés financiers vont s'extraire de la torpeur d'une disparition du risque souverain pour s'interroger lucidement sur les capacités de remboursement de certains pays surendettés (Japon, par exemple) ou dont l'épargne domestique ne suffit plus à assurer le refinancement de la dette (Espagne, Portugal et Italie, par exemple, dans la zone euro). Le risque de crédit va donc se concrétiser quand les banques centrales devront tempérer, voire stabiliser, le refinancement des États. Les plus faibles seront confrontés à la nécessité d'augmenter leur taux d'intérêt pour répondre aux exigences de prêteurs internationaux qui deviendront méfiants. Cette situation sera d'ailleurs peut-être à l'origine d'une nouvelle crise souveraine dans la zone euro dont la stabilité et l'homogénéité m'ont toujours parues suspectes.

La combinaison de ces trois éléments me conduit donc à l'intuition que le contexte de taux d'intérêt à long terme bas est circonstanciel. Quand les taux d'intérêt augmenteront-ils ? Et comment : par vagues, répliques sismiques ou de manière plus linéaire, monotone et graduelle ? En une fois ou au terme d'une longue agonie économique ? Quel est l'événement, peut-être infime, qui déclenchera des effets en chaîne ? Cela n'a aucune importance.

Si mon intuition se confirme, que serait alors le scénario économique des prochaines années ? Ce pourrait être une stagflation (ou recessflation), c'est-à-dire une combinaison de stagnation économique, affectée d'un chômage persistant, et d'inflation croissante. Les économies occidentales y ont déjà été confrontées dans les années septante. A l'époque, les prêteurs à taux fixe ont subi un brutal appauvrissement. Certes, la stagflation ne serait aucunement l'effolement de cette décennie maudite mais elle pourrait revêtir une certaine réalité. Au reste, Christine Lagarde, la Présidente du FMI, avait déjà affirmé en juin 2014 que c'était le principal danger des pays développés.

Je suis conscient que cette intuition de stagflation ne repose pas sur des bases quantitatives avérées. Mais il faut être lucide: la stagnation économique est constatée tandis que l'inflation est souhaitée. Dans la théorie keynésienne, l'accroissement de monnaie en circulation n'est inflationniste que si la capacité de production et la quantité de main-d'œuvre sont employées à plein, ce qui n'est pas le cas. Dans cette théorie, la coexistence de chômage et d'inflation est suspecte, car les deux facteurs sont antinomiques. Mais les années septante ont démontré qu'on peut subir des tensions inflationnistes en période de crise de la demande.

Et puis nos économies sont surendettées. Sauf en période de guerre totale, la dette des pays développés n'a été aussi élevée, ainsi que le FMI. Pour absorber un surendettement public, l'histoire recense de nombreuses solutions dont les extrémités civilisées sont la répudiation de dettes ou un choc inflationniste. Le choix inflationniste a été postulé par les banques centrales. Il devra être poursuivi. La répudiation de dettes me semble peu probable car le système bancaire et les banques centrales elles-mêmes en seraient pulvérisées. Cette stagflation entrera donc en résonance avec des problèmes de solvabilité de certains États. La véritable question est savoir si nous aurons le temps d'utiliser l'arme de l'inflation pour ajuster l'endettement public dans un contexte de récession. Une course contre le temps a commence.

## **Editorial: un problème Européen à 46 trillions d'euros!**

**Bruno Bertez 5 mai 2016**

Les résultats des initiatives non conventionnelles de Draghi sont quasi nuls. Bien sur il peut toujours arguer comme tous les gens de mauvaise foi que les choses auraient été pire s'il n'avait rien fait.

C'est l'argument des dirigistes et des constructivistes pour exonérer leur responsabilité. Quand vous entendez cet argument, tirez en immédiatement la conclusion que l'on est dans la mauvaise foi, c'est une constante.

Ce qui nous frappe, c'est que Draghi utilise maintenant les mêmes méthodes que les politiciens, il envoie ses sbires parler, écrire, bavasser dans les médias, pour « propager ». Draghi est en campagne, voilà ce que les médias oublient de souligner. Ce n'est pas banal un patron de Banque Centrale qui descend ou fait descendre dans l'arène médiatique pour attaquer les citoyens, leur reprocher d'épargner et quasi dire que la crise est de leur faute. Ce n'est pas banal que celui qui commande la politique monétaire, le crédit, contrôle la stabilité financière accuse les gens d'en bas d'être responsables de ce qui ne va pas, alors que tout ce qu'il cherchent à faire, c'est à se comporter en bon pères de famille, être prévoyants! Nous ne voyons aucun média ou éditorialiste analyser et critiquer ce fait.

En 2012, nous avons vu juste quand nous avons commenté l'initiative de Draghi du « whatever it takes », le fameux « coûte que coûte » comme un coup de force. Nous avons titré « Le coup de force de Draghi » et nous avons montré qu'il s'agissait d'une prise de pouvoir.

On sait maintenant, l'époque est terrible sur ce point, que Draghi n'avait rien dans sa manche, il a improvisé, il n'avait rien préparé, rien réfléchi. Il s'est laissé emporter par son ego. Ce sont des très grands de ce monde comme Geithner qui l'ont révélé lors d'une émission de TV. En fait nous étions dans le bluff. Draghi a pris la « décision » la plus importante dans l'improvisation la plus totale.

C'était un bluff, mais il savait que les leaders de l'UE ne pourraient que suivre: toutes les limites de Maastricht avaient déjà été dépassées. Et en bon cynique, Draghi savait qu'il ne déclencherait que des cris d'orfraie. En fait, toute l'énergie des leaders s'est concentrée sur l'habillage, sur les moyens de sauver la face et de faire semblant. Nous l'avons exposé dès le début, nous avons expliqué la position Allemande comme de « simple hypocrisie », de simple dénonciation verbale pour faire passer la pilule.

A partir du moment où Merkel avait décidé de tout faire pour sauver l'euro, peu importe qu'elle soit pour ou contre telle ou telle mesure, elle était dans la seringue. Les gouvernements n'avaient aucun pouvoir, et ils n'en ont d'ailleurs toujours aucun. Ils peuvent décréter le contrôle des mouvements de capitaux, fermer les

frontières, restreindre les libertés, ce qu'ils font subrepticement, mais d'une part cela n'est pas à la hauteur des problèmes et d'autre part cela va à l'encontre de l'objectif affiché qui est de préserver la fiction d'unité européenne.

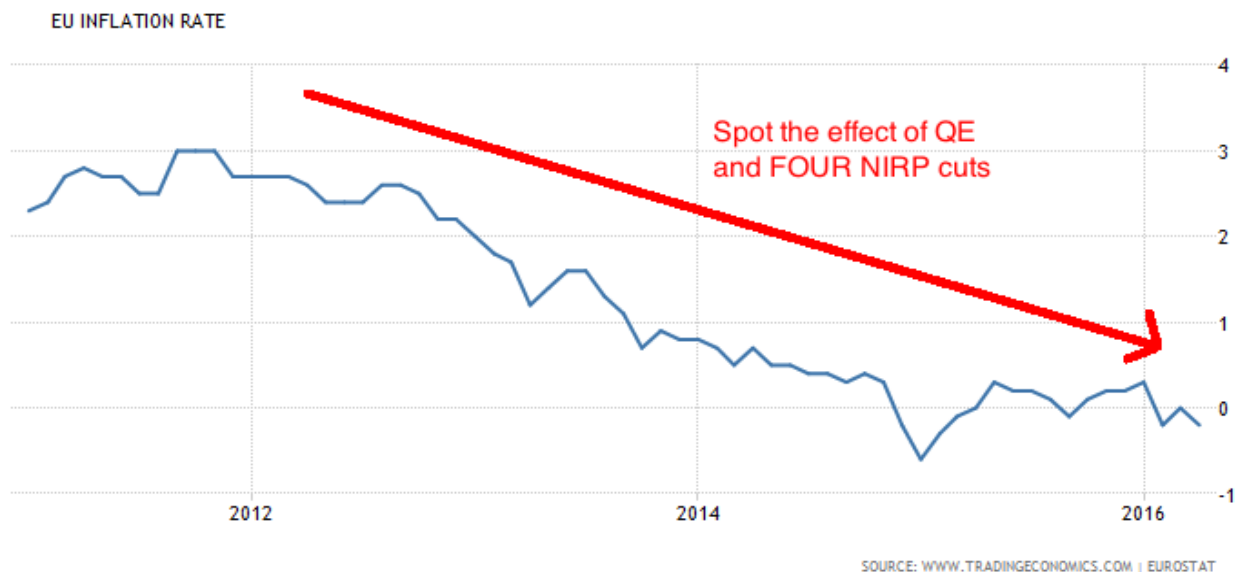
Toute personne sensée sait que le seul pouvoir en ce monde est celui de la « printing press » et que celui qui détient ce pouvoir a la possibilité de masquer et retarder les problèmes ou leur prise de conscience. Le vrai pouvoir, dérisoire est celui de manipuler les illusions par la « printing press », avec la complicité de l'autre « presse », la médiatique. La « printing press » donne le contrôle apparent sur le change, les taux et la quantité de digits dans le système. C'est le contrôle du monde des signes. Et quand Draghi nous dit que le problème est celui de la « transmission », c'est un aveu: le contrôle des signes, ne donne pas celui de modifier le Réel et c'est cela qu'il reconnaît. Les « Abracadabra » ne servent qu'à enfumer, pas à guérir.

L'Allemagne est ok pour que Draghi utilise la seule arme qui soit disponible, elle a mis comme l'on dit le doigt dedans et il va falloir qu'elle accepte que tout le bras y passe. Le problème n'est plus l'attitude de Merkel ou même celui de la position de Schauble, non, eux sont complices violés certes, mais obligés; non le problème c'est le peuple et les citoyens. Ils ont pris conscience de ce qui s'était passé, de la pantalonnade jouée par les politiciens et ils se révoltent contre ces politiciens, c'est le sens de la montée du parti AfD d'une part et de la grogne des alliés Bavarois de Merkel.

La pseudo habilité de la Chancelière qui a joué la carte des immigrés pour faire taire les demandes de stimulation économiques adressées par la communauté internationale, cette habilité s'est retournée contre elle. Au lieu de l'aider dans son équilibre fragile, la politique de porte ouverte aux immigrés l'a destabilisée. Elle avait tout simplement oublié la question de l'intégration concrète, matérielle de ces gens. Son pas de clerc dans ses relations avec les Turcs a achevé de saper son autorité.

Elle a divisé l'Allemagne et surtout clivé l'Europe. Grave erreur car nous abordons une phase terrible, celle où Draghi va tenter un nouveau coup de force, celle où il va falloir faire avaler la pilule d'une colossale Draghinade. Avec les initiatives précédentes, la situation européenne ne s'est pour ainsi dire pas améliorée; le total de bilan de la BCE a rejoint ses plus hauts, ses records et Draghi n'a rien à montrer en contrepartie. Pas plus avec son QE qu'avec ses LTRO. Pas plus avec sa politique de taux nuls et ses NIRP.

*Une évolution décevante de l'inflation dans l'Union*



Merkel perd son leadership domestique et en même temps, elle est contestée à l'extérieur, elle est donc en moins bonne position pour jouer son rôle de diversion, d'habillage des initiatives de Draghi. Elle a perdu l'essentiel : sa crédibilité, elle s'est révélée faible, comme un vulgaire Hollande. Donc elle ne peut plus « couvrir » Draghi! Elle est mise au pied du mur par ses opposants.

Pourquoi l'Allemagne, tout en faisant semblant de faire et dire contraire, soutient-elle les Draghinades? Tout simplement parce que la complicité objective est totale; Draghi sauve le système bancaire allemand et singulièrement la Deutsche bank et la Commerzbank. Les établissements Allemands font partie du problème européen de façon peut-on dire privilégiée.

Le vrai problème européen, celui auquel Draghi répond, ce n'est ni la croissance, ni la déflation, non, cela c'est pour le public; le vrai problème auquel Draghi répond, c'est la taille du système bancaire de l'Union, taille incroyable de 46 trillions. Vous avez bien lu, 46 trillions. Le leverage européen malgré tout ce que l'on dit est encore de 26X! A ce niveau quasi criminel à l'égard du public et des contribuables, une baisse de 5% de la valeur des assets détenus par les banques, si elle est comptabilisée, balaie, fait disparaître toute solvabilité. Or avec les taux zéro, les NIRP et les autres artifices, les assets financiers globaux sont surévalués de 40% au moins! Les 46 trillions ne résisteraient pas à une mise en risk-off un tant soit peu prolongée.

Le bilan de la BCE même inflaté par les QE n'est pas à la hauteur des problèmes, il ne joue pas dans la même catégorie de poids. En fait les banques européennes sont mondiales, mais avec une assise régionale, voilà le fond du problème. et vos gouvernements auront beau vous serrer la gorge, vous faire rendre jusqu'au

dernier centime des gains des 30 glorieuses, cela ne changera rien, ce n'est pas à la hauteur des problèmes.

Le problème est structurel, historique, c'est celui du développement inégal.

Les politiques aussi bien fiscales que monétaires ou financières ne peuvent rien, absolument rien sauf gagner du temps; rien ne peut retourner la situation. Plus vous baissez les taux, plus vous les rendez négatifs et plus les pays émettent, plus ils s'endettent, plus ils se lestent. Ils se plombent.

Ce sont maintenant les emprunts souverains détenus par les systèmes bancaires domestiques qui sont irrécouvrables et qui en fait ne valent pas leur nominal! Depuis 2012, les ratios de dettes des pays européens fragiles ne cessent d'augmenter alors que l'on épuise la mine de l'austérité et que l'on est en train d'épuiser celle de l'inflationnisme monétaire.

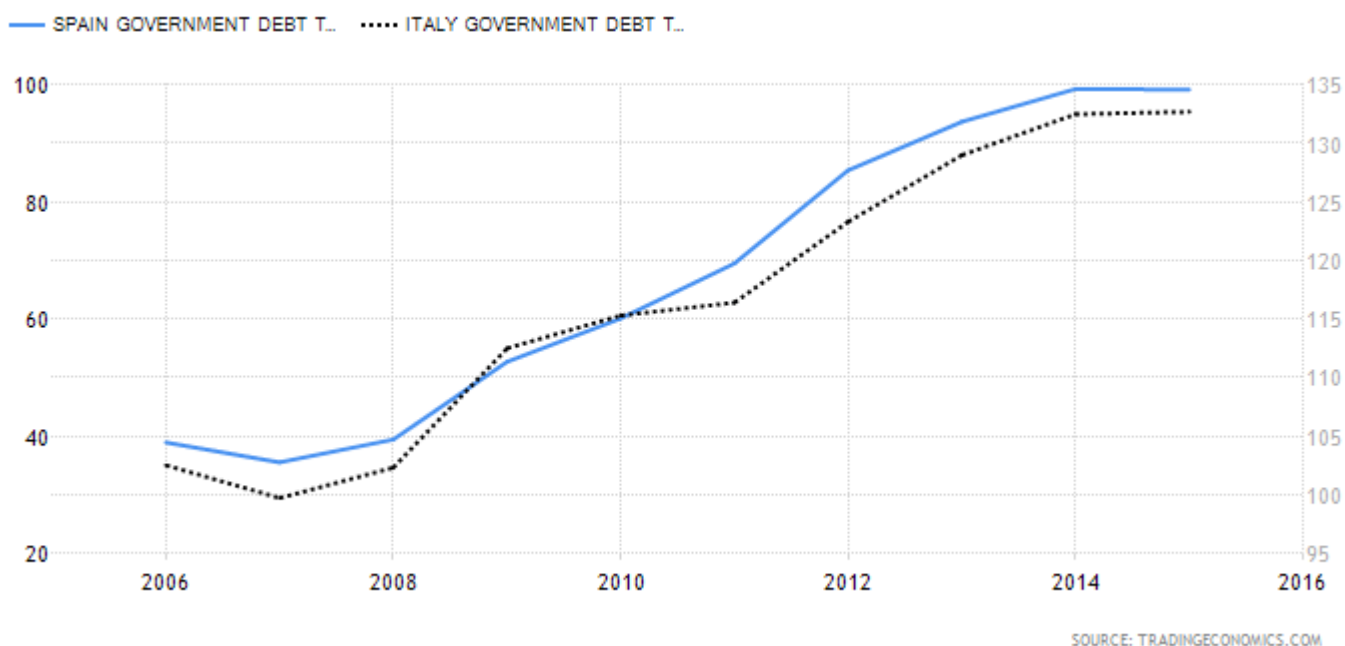
Nous sommes grâce à Draghi dans un cercle vicieux: des pays en faillite émettent des emprunts achetés par des banques elle-même en faillite, lesquels emprunts servent de collatéral aussi bien pour obtenir de l'argent des Banques Centrales que des confrères du système bancaire ou shadow. Ce cercle vicieux pourrait tout. Il est le support de positions colossales, historiques, en dérivés, ce qui rend la situation systémique.

Les solutions de la BCE sont imaginaires, alors que les problèmes sont réels et sachez que dans le cadre de la situation mondiale qui se caractérise par la dissymétrie et la non transparence, les TBTF, les grandes banques mondiales, elles, elles savent tout cela.

Pour l'instant le cartel tient.

*Alors que la mine de l'austérité est épuisée, que les sociétés sont fatiguées et que cela se ressent par la dislocation politique, les ratios de dettes n'ont pas baissé, ils ont continué de progresser. un peu plus doucement.*

*(Graphique)*



## **Le parasitisme financier de l'Occident**

Par Valentin Katasonov – Le 29 avril 2016 – Strategic Culture , Le Saker Francophone

*"Il n'y a pas si longtemps, les manuels affirmaient que l'état de l'économie d'un pays dépendait de la taille de sa dette extérieure. Plus le niveau de sa dette est élevé, pire est sa situation économique. En utilisant cette formule, le Royaume-Uni et de nombreux autres pays occidentaux devraient être déclarés en faillite : leur endettement est des dizaines de fois plus élevé que leurs réserves en monnaies internationales et autres actifs liquides..."* **Valentin Katasonov**



**La Banque mondiale a publié l'édition 2016 de sa brochure de Statistiques internationales de la dette. Le rapport recense 120 pays qui sont classés comme faibles ou à revenu intermédiaire (pays IMT) selon les critères de la Banque mondiale.**

Des informations détaillées sont fournies sur la dette extérieure de chacun des 120 pays de l'IMT. En outre, ces informations sont souvent complétées par des données sur les investissements étrangers, ce qui a permis d'évaluer le rôle joué par les entrées de capitaux, sous forme de crédits et de prêts, dans les recettes cumulées des ressources financières de ces pays. Tous les états post-soviétiques sont inclus dans l'enquête.

### **La croissance de la dette extérieure parmi les plus grands bénéficiaires des prêts et crédits**

Un total de \$ 1.132 milliards de capital a été investi dans les pays de l'IMT en 2014, dont \$667 milliards sous la forme d'investissements directs et de portefeuille et \$464 milliards sous forme de prêts et de crédits. Il semble que 41% de toutes les entrées de capitaux dans les pays de la périphérie du capitalisme mondial, l'ont été sous forme de prêts.

Les principaux bénéficiaires de ces fonds ont été la Chine, le Brésil et l'Inde. En particulier, 51% de tout le capital reçu par ces 120 pays sous forme d'investissements directs et de portefeuille, est allé à un seul pays – la Chine. Près de 52% de toutes les entrées de capitaux sous forme de prêts sont allés à trois pays – la Chine, le Brésil et l'Inde.

Pour les pays de l'IMT ayant reçu des capitaux, les nouveaux prêts et crédits ont été l'explication de la croissance continue de leur dette extérieure. En 15 ans, la valeur absolue de la dette extérieure des 120 pays de l'IMT a fait un bond de 210%.

### **La Banque mondiale catégorise l'Ukraine comme un appendice colonial**

La charge relative de la dette des pays de l'IMT, comme on le voit dans leurs prêts étrangers et leurs crédits venant de l'étranger en 2014, est bien meilleure qu'en 2000 et légèrement meilleure qu'en 2005. Par exemple, le ratio chinois de la dette extérieure rapporté aux exportations annuelles, était de seulement 34,8%, tandis que son ratio dette extérieure/revenu national brut était de 9,3%. Le ratio frais de service de la dette extérieure/exportations annuelles était de 1,9%, tandis que le ratio réserve en monnaies internationales/dette extérieure était 402,2%.

Mais de nombreux pays ont des chiffres bien au-dessous de la moyenne. Prenez l'Ukraine. Dans ce pays, le ratio dette extérieure/exportations annuelles est de 184,5%; son ratio dette extérieure/revenu national brut est de 100,3%; son ratio frais de service de la dette extérieure/exportations annuelles est de 25,2%; et son ratio de réserve en monnaies internationales/dette extérieure est de seulement 5,1%. Le fardeau de la dette ukrainienne est similaire à celui de nombreux pays



sous-développés d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine, qui sont souvent étiquetés comme des appendices coloniaux de l’Occident.

Il y a des raisons de croire que les chiffres de la dette des pays de l’IMT se sont détériorés depuis 2014. La plupart de ces pays se spécialisent dans l’exportation de leurs ressources naturelles, de leurs matières premières agricoles et de nourriture. Les prix de ces produits de base ont diminué sur le marché mondial en 2015. Les flux de capitaux ont fait marche arrière, se déplaçant depuis la périphérie vers le centre du système capitaliste mondial. En outre, les taux d’intérêt sont nettement plus élevés sur les crédits et les prêts. Comme le notent les experts, «*les matières premières sont de moins en moins chères, mais l’argent devient de plus en plus cher*». Enfin, la baisse des taux de change des monnaies de nombreux pays a entraîné une baisse du volume de leurs réserves internationales (résultant de la ruée des interventions monétaires massives destinées à soutenir le cours légal de leur monnaie). Selon les données provenant d’autres sources, en 2015, la valeur des réserves internationales détenues par les pays de l’IMT a dépassé leur dette extérieure.

### **La structure de la dette extérieure**

La dette extérieure peut être classée comme étant *à long terme* ou *à court terme*. En 2000, près de 84% de la dette extérieure totale détenue par les pays de l’IMT est à long terme. Le pourcentage de la dette à long terme a diminué depuis 15 ans, mais il est encore le double de la dette à court terme.

À son tour, la dette extérieure à long terme peut être divisée en *dette publique* et *dette privée*. La dette extérieure du secteur public est constituée par les obligations que l’État doit rembourser, ainsi que par les garanties qui ont été émises. La dette du secteur public en pourcentage de la dette extérieure totale a diminué de façon constante. Actuellement les charges de la dette publique et privée sont comparables en taille. Regardons de plus près la structure de la dette du secteur public.

Tout d’abord, au sein de la structure de la dette publique, la proportion entre créanciers officiels et créanciers privés a considérablement évolué. En 2000, 61,5% des créanciers étaient des structures officielles et 38,5% des structures privées. Mais en 2014, la majeure partie du fardeau de la dette a été due à des créanciers privés (55%), avec les créanciers officiels arrivant derrière (à 45%).

Deuxièmement, de toutes les sommes empruntées aux créanciers officiels, le FMI n’est responsable que d’une part étonnamment modeste (en moyenne environ 10%).

Troisièmement, les prêts bancaires traditionnels sont encore le principal mécanisme utilisé par les pays de l'IMT pour se procurer des capitaux.

### **Une prospérité basée sur la dette**

En quoi les chiffres de la dette dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (IMT) ressemblent à ceux des pays économiquement développés ?

Au cours de la période 2010-2014, la dette extérieure brute des pays économiquement développés a augmenté de \$6 mille milliards, soit 8,5%. Le rapport considère les 34 membres actuels de l'OCDE comme des pays économiquement développés. Cependant, les sept principaux pays (États-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France et Italie) cumulent environ 63% de la dette extérieure brute de l'ensemble des pays de l'OCDE. La plupart de cette dette extérieure brute est attribuable au secteur bancaire – viennent ensuite d'autres secteurs de l'économie, et enfin l'État. Le rapport affirme qu'au 31 décembre 2014, la dette extérieure publique totale se chiffrait à environ 16 mille milliards de dollars.

Ainsi, le crédit global est divisé entre les riches, les nations du premier monde (34 États), et les pays de la périphérie du capitalisme mondial (120 pays), et le contraste est violent. Le premier groupe doit \$70 000 milliards de dette extérieure, alors que le deuxième groupe n'en doit que 5 400. Voilà une disparité de près de 1200 %. Une comparaison des charges relatives de la dette semble tout aussi dramatique. Selon les données de la Banque mondiale, le ratio de la dette extérieure brute des pays économiquement développés, par rapport à leur produit intérieur brut total (PIB), se situait à 140 % en 2014. C'est 530 % plus élevé que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Le ratio moyen y est de 140 %. Au Canada, ce chiffre est de 83 %, en Allemagne et 145 % et au Royaume-Uni de 313 %.

Il n'y a pas si longtemps, les manuels d'économie affirmaient que l'état de l'économie d'un pays dépendait de la taille de sa dette extérieure. Plus le niveau de sa dette est élevée, pire est sa situation économique. En utilisant cette formule, le Royaume-Uni et de nombreux autres pays occidentaux devraient être déclarés en faillite : leur endettement est des dizaines de fois plus élevé que leurs réserves en monnaies internationales et autres actifs liquides. Toutefois, ces pays non seulement continuent d'exister, mais prospèrent. C'est une nouvelle forme de parasitisme financier provoqué par la dette, mais masqué par les *évaluations* des principales agences de notation occidentales.

**Valentin Katasonov**

Traduit par Wayan, relu par Nadine pour le Saker Francophone

# Une autre victime de la farce du 9/11 – Le pétrodollar

Par Brandon Smith – Le 27 avril 2016 – Source [alt-market](#) Le Saker Francophone



**Il y a environ quinze ans que des avions de ligne ont frappé les tours du World Trade Center, le 9/11, et nous souffrons encore des conséquences de ce jour-là. Mais peut-être pas comme de nombreux Américains pourraient le croire.**

Les attaques du 9/11 ont été mises en avant par l'administration Bush comme un *réveil* pour les États-Unis, et les néoconservateurs ont appelé ce jour le nouveau Pearl Harbor. Mais au lieu d'être un réveil, le public américain a été mené un cran plus loin dans une ignorance aveugle. L'événement a permis de lancer des guerres au Moyen-Orient, alimentées par une doctrine de première frappe préventive qui était censée apporter la *démocratie*, inconnue dans la région jusque là. Au lieu de cela, le Moyen-Orient est devenu aussi instable que pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le penchant des gouvernements occidentaux à [financer et former](#) des groupes terroristes est maintenant un fait connu, même dans les médias grand public, c'est vérifiable et ce n'est plus simplement considéré comme une *théorie du complot*, comme c'était le cas en 2001. Les documents du Pentagone décrivant le soutien à

la formation d'ISIS sont disponibles pour quiconque sait lire. La seule déconnexion dont le public semble encore souffrir, est que les républicains orthodoxes ne reconnaissent pas que le soutien au terrorisme islamique a été tout aussi répandu sous les présidents républicains (al-Qaïda) qu'il l'est sous Barack Obama. Et les démocrates refusent de reconnaître que Barack Obama est coupable des mêmes politiques étrangères criminelles auxquelles il s'opposait sous George W. Bush.

Cela a aussi eu des conséquences économiques importantes. La guerre en Irak à elle seule, a été estimée avoir coûté environ \$2 000 milliards, avec des milliards de plus à venir dans les prestations aux anciens combattants. La mise à jour de ces chiffres a bien sûr été arrêté après 2010, lorsque la guerre a été jugée officiellement *terminée*. Les coûts continuent à grimper à ce jour, car les États-Unis maintiennent leur présence militaire dans la région avec des milliers d'entreprises privées sous contrat, dont nous n'entendons que rarement parler.

La dette nationale américaine officielle en 2001 était d'environ \$6 000 milliards. Aujourd'hui, la dette nationale a grimpé à plus de \$19 000 milliards. Cette accumulation étonnante de dette n'est que partiellement due à des opérations de combat au Moyen-Orient ; cependant, il faut aussi considérer le montant des intérêts dus sur les dettes accumulées.

Il y a aussi de nombreuses conséquences socio-politiques post-9/11, y compris une mentalité d'État policier en constante expansion, qui atteint la masse critique. Le résultat inévitable sera un totalitarisme au nom de la sécurité, et une rébellion en réponse.

Il est clair qu'après quinze ans de politique désastreuse, il est temps d'admettre que la réponse des États-Unis au 9/11 nous a causé beaucoup plus de dommages que les attaques réelles ne l'ont jamais fait.

Beaucoup d'entre nous, dans le Mouvement de la Liberté, ont longuement étudié les circonstances entourant le 9/11, y compris des preuves indiquant soit la complicité du gouvernement dans les attaques, soit sa participation pure et simple. Une telle discussion est au-delà du champ de cet article en particulier, mais je recommande vivement à quiconque est sceptique sur la participation du gouvernement américain dans les événements du 9/11, de jeter un coup d'œil sur les données scientifiques recueillies par [architects and engineers for 9/11 Truth](#) [*les architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11 Septembre, NdT*] et voir si cela ne remet pas en cause vos idées pré-conçues.

Fait intéressant, le mouvement pour la vérité du 9/11 pourrait être partiellement aidé à court terme, alors que le débat fait rage sur la publication des documents

expurgés et classifiés par le gouvernement précédent qui a mené l'enquête sur le 9/11. Le problème est que la publication de ces documents est aussi calculée que leur non-divulgateion à l'origine.

Le fait que la participation du gouvernement saoudien dans les événements du 9/11 est soudain apparue dans les médias grand public cette année, n'est probablement pas une coïncidence.

Comme je l'ai indiqué dans mon article [\*La remise à zéro de l'économie mondiale a commencé\*](#), l'économie américaine est protégée depuis la crise du crédit de 2008 par trois piliers, et chacun de ces piliers est maintenant systématiquement démoli.

Le premier pilier était la relance monétaire et l'assouplissement quantitatif. Ce pilier a été éliminé par le biais du programme d'arrêt des QE de la Réserve fédérale.

Le deuxième pilier a été l'utilisation des taux d'intérêt proches de zéro pour canaliser l'argent pas cher ou gratuit, grâce à des prêts au jour le jour aux banques et aux sociétés, qu'elles ont ensuite utilisés dans un long cycle de rachats d'actions. Ce pilier est maintenant supprimé suite à la hausse des taux d'intérêts par la Fed, et les rachats d'actions seront de l'histoire ancienne avant que 2016 ne soit terminée.

Le troisième et dernier pilier soutenant l'économie des États-Unis, est le statut de réserve mondiale du dollar, la prédominance du dollar dans le monde entier en tant que monnaie primaire utilisée dans le commerce international.

Le statut de réserve mondiale permet à l'Amérique de maintenir des niveaux extrêmes de création de dette et nous protège en partie de l'hyperinflation monétaire. Parce que beaucoup de dollars sont nécessaires aux gouvernements et aux entreprises étrangères pour leur commerce international, la Réserve fédérale a été en mesure de perpétuer des programmes de relance massifs, sans que tout l'argent créé ne soit immédiatement enfoui dans le système monétaire américain, comme ce qui est arrivé à [Weimar](#), en Allemagne. Le problème est que si jamais le dollar perd le statut de réserve mondiale, des montants inconnus de dollars créés par la Fed et détenus à l'étranger reviendront nous inonder pour détruire l'illusion de la valeur de notre monnaie.

Le statut de réserve mondiale du dollar est fortement dépendant du fait qu'il est la pétro-monnaie ; la grande majorité des achats de pétrole autour de la planète sont faits uniquement en dollars. En fait, la plupart des pays producteurs de pétrole ne vous vendront pas leurs pétrole si le dollar n'est pas utilisé pour la transaction.

Le dollar a bénéficié de cet avantage impressionnant, principalement en raison de

la relation entre le gouvernement des États-Unis et l'Arabie Saoudite [*... et la présence de une à deux flottes de l'US Navy dans la région, NdT*].

Pour l'instant, l'Arabie saoudite est toujours le plus grand détenteur de parts de marché de la production pétrolière mondiale [*dépassée par la Russie tout récemment, NdT*]. Cette part de marché a maintenant diminué quelque peu, en raison de la baisse de la demande mondiale et de la baisse plus spécifiquement de [la demande aux États-Unis](#), ce qui a conduit à une concurrence plus rude avec d'autres pays producteurs, dont la Russie et l'Iran.

La baisse de la demande des États-Unis elle-même a peut-être conduit les pays de l'OPEP à remettre en question la validité de continuer à utiliser le dollar comme pétro-monnaie. En novembre 2015, le gouvernement saoudien a fait allusion à la possibilité qu'il pourrait se désarrimer entièrement de la monnaie américaine. Cet acte seul aurait essentiellement pour effet de détruire le pétro-statut du dollar. Le casse-tête des Saoudiens vient des prix très faibles et instables du pétrole, auxquels s'ajoute un niveau d'incertitude lié au pétrodollar. Les analystes de la presse ont fait valoir que l'Arabie saoudite pourrait être forcée de choisir – soit de réduire la production pour augmenter les prix, soit de mettre fin à l'arrimage au dollar [pour stabiliser les prix](#), en passant par un panier de devises à la place ([droits de tirage spéciaux](#)... vous suivez !!).

De toute évidence, après l'absurdité organisée lors de la réunion de Doha ce mois-ci, il n'y a absolument aucune chance, même en enfer, que l'Arabie saoudite s'engage à des réductions substantielles dans sa production de pétrole. En fait, les Saoudiens viennent d'annoncer qu'ils pourraient [augmenter l'exploitation des champs de pétrole](#) afin d'amener la production à des niveaux encore plus historiques.

Ainsi, les prix du pétrole vont rester bas pour l'instant, et vont probablement encore chuter si une bataille pour les parts de marché entre l'Iran, la Russie et l'Arabie saoudite [*et les USA, NdT*] finit en pugilat, comme je l'ai prédit. Cela suggère que les Saoudiens vont en finir avec le pétro-dollar au cours des prochaines années.

Comme je l'ai écrit dans mon article [La crise économique réveille enfin les médias dominants](#), une panique sur les prix du pétrole pourrait conduire à un conflit entre l'Arabie saoudite et les États-Unis, et perturber le pétrodollar. Et cela précipiterait la chute du statut de réserve mondiale du dollar; ce qui signifie que les globalistes obtiendraient exactement ce qu'ils veulent – la mort de la domination du dollar et la montée du système des [DTS](#) au sein du FMI, comme un prélude à une monnaie mondiale et à la gouvernance économique mondiale. Cependant, un autre

catalyseur arrivant dans le champ de vision pourrait être nécessaire. Une sorte d'événement de type [cygne noir](#)... comme une enquête du Congrès sur le 9/11 et le *chapitre secret* autour des 28 pages.

Ces documents seraient une bombe reliant le gouvernement saoudien directement aux pirates de l'air du 9/11 et exposant leur aide auxdits terroristes. Malgré les *offres de paix* d'Obama aux Saoudiens, la Maison Blanche est toujours prête à [libérer ces documents](#) au public à court terme.

Les Saoudiens ont réagi avec une extrême colère, et ont ouvertement menacé de déverser sur les marchés leurs [\\$750 milliards](#) en bons du Trésor américains si les documents voyaient jamais la lumière du jour. Ce serait encore une autre façon de mettre fin à l'arrimage de l'Arabie saoudite au dollar et donc à la fin du petro-statut du dollar, ce qui ferait alors accélérer la fin de son statut de réserve mondiale. Ce serait une catastrophe [*pour les Américains et leurs amis en Europe, NdT*].

La mise en place est parfaite. Le Mouvement de la Liberté pense qu'il y a effectivement un complot entourant le 9/11, mais la portée réelle de cette conspiration reste cachée, alors que les Saoudiens semblent prendre le poids de la faute. Les Saoudiens ont une occasion en or qui s'offre à eux sur un plateau d'argent pour tuer l'arrimage au dollar, une action qu'ils ont planifiée depuis un certain temps de toute façon. Le gouvernement des États-Unis deviendrait alors en partie responsable (aux yeux du public) d'avoir ouvert la porte à la destruction du dollar, un processus que les globalistes du Fonds monétaire international (FMI) et de la Réserve fédérale ont planifié depuis des décennies. Ensuite, le FMI pourrait surgir dans l'après-crise avec le système [DTS](#) du panier de monnaie pour remplacer la structure de réserve mondiale du dollar.

Nous aurions alors un immense changement économique mondial déclenché par rien de plus qu'un document de 28 pages, mais qui repose sur des années de mise en scène minutieuse, de planification et de chorégraphie. Encore une fois, les globalistes ont provoqué un cirque théâtral qu'ils peuvent utiliser pour mettre fin à l'économie américaine que nous connaissons.

Nous devons attendre et voir si les documents 9/11 seront publiés, et si les Saoudiens mettent leurs menaces à exécution. Mais considérez ceci : à qui profite vraiment la suite de ces développements, à la fin ? Une telle démarche pourrait certainement seulement servir les intérêts des élites internationales sur le long terme.

**Brandon Smith**

Traduit par Hervé, relu par Nadine pour le Saker Francophone

### Note du Saker Francophone

La longue suite de traductions des textes de Brandon Smith nous a permis de suivre sa réflexion atypique autour des relations de pouvoir dans le monde et notamment de son hypothèse que les institutions bancaires mondialistes seraient toutes de mèche, y compris celles de la Chine et de la Russie, et que l'affrontement Est/Ouest ne serait, à partir d'un plafond de verre hiérarchique, que factice, que du théâtre. Sur ce point, la lumière reste à faire et les décisions russes et chinoises sont surveillées en ce sens.

Cet article me permet de revenir sur quelques remarques déjà faites sur les propos de Brandon, qui tempêtait régulièrement sur l'appétit des puissants aux États-Unis, sur la trop grande place de l'État et sur ces damnés *marxistes culturels*, mais oubliait de souligner que la vie n'était pas si dure que ça pour les Américains. Notamment du fait de la position du pétrodollar et de sa défense par l'armée américaine, qui faisait régner la terreur partout sur la planète pour permettre à son *soft power* de formater les esprits pour plier le monde à son système économique, et qu'on était largement plus proche du système mafieux que de la démocratie universelle prônée en façade.

Au détour de l'analyse sur le statut de monnaie de réserve, Brandon finit par lâcher clairement ce qu'il en pense. La fin de ce statut, c'est le retour à la réalité pour les Américains de la classe moyenne, entre autres, et une sacrée gueule de bois. Le manque de volonté de cette classe moyenne de comprendre le problème posé par l'Amérique au reste du monde, relève aussi d'une très grande légèreté d'analyse individuelle sur ce que leur niveau de vie coûte au reste du monde. Et Brandon à mon sens ne fait pas exception.



Ensuite, il revient sur son hypothèse classique des globalistes et de leur plan de prise de contrôle via le FMI et les DTS. Cela met en évidence que les intérêts anti-système ne convergent pas forcément et que chacun veille quand même à sauvegarder ses avantages.

## Démographie, Sarkozy deviendrait-il malthusien ?

**Biosphere 05 mai 2016**

Nicolas Sarkozy plaide auprès du JDD : « *Nous sommes 7 milliards d'habitants. En 2100, nous serons 11,5 milliards. La question des conséquences de cette démographie est donc centrale pour les grands équilibres de la planète* ». Il souhaite qu'enfin « *la communauté internationale prenne en main le premier problème de la planète, qui est celui de la démographie mondiale* ». Il préconise « *une conférence mondiale sur la démographie* ». A son avis, le sujet doit « *faire l'objet, chaque année, d'une conférence comparable à celle sur le climat* »\*.

Nicolas Sarkozy ne sait pas que les conférences mondiales sur le climat, il y en a déjà eu. Depuis 1974 les conférences des Nations Unies sur la population et le développement devaient avoir lieu tous les 10 ans. La deuxième conférence mondiale à Mexico en 1984 n'a laissé aucune trace, et la troisième en 1994, au Caire, est devenu « Conférence internationale sur la population ET le développement ». Les 179 pays signataires ont admis que la population et le développement sont inextricablement liés, qu'il est nécessaire d'autonomiser les femmes et de répondre aux besoins des couples et des individus en matière d'éducation et de santé. La notion de droits reproductifs et sexuels a donc été ratifiée. Mais cela est resté lettre morte ; aucun pays n'avait pris cet engagement au sérieux, à l'exception de quelques politiques nationales. Depuis on n'a plus entendu parlé de démographie dans les conférences internationales. En 2012, le sommet de « Rio + 20 » a été décevant du point écologique puisqu'il l'est du point de vue des droits des femmes. Sous pression du Vatican, de plusieurs pays d'Amérique latine, de la Russie, de l'Egypte et - c'est une première - du Canada, le paragraphe qui prévoyait de reconnaître le droit « de se reproduire **ou non** » a été retiré. On a crié à l'"*impérialisme contraceptif*", le conservatisme populationniste est gagnant : faire toujours plus d'enfants, peupler la terre de millions de consommateurs supplémentaires et de femmes privées du droit de maîtriser sa fécondité. L'humanité est perdante : un monde toujours plus peuplé, toujours plus pollué, toujours plus inégalitaire et toujours plus injuste. La pression

démographique est une des causes essentielles de la pression socio-écologique.

Il ne suffit pas de lancer des paroles en l'air, Nicolas, il s'agissait d'agir quand tu étais en capacité de le faire, autrefois, quand tu étais président. Les occasions perdues ne se rattrapent pas...

\* <http://www.lejdd.fr/Politique/Sarkozy->

## **Un pays qui a plus de 2000Md€ de dettes n'a pas le droit de parler de cagnotte**

Par **Jean-Jacques Netter** 3 mai, 2016 Institut des Libertés

**Il paraît que la croissance française a retrouvé des couleurs** parce qu'elle a progressé de 0,5% au premier trimestre. Ce résultat a été obtenu pour l'essentiel grâce à la consommation des ménages (+ 1,2%) stimulée par les baisses du pétrole et des taux d'intérêt. Elle ne doit donc absolument rien à la politique économique menée par le gouvernement. Pourtant, on nous annonce triomphalement que l'objectif de 1,5% de croissance sur l'ensemble de l'année sera atteint et que nous assistons à « une série de signaux favorables » comme le contrat remporté par DCNS pour la construction de douze sous marins pour l'Australie. Immédiatement les partisans du « cagnotting » ont réclamé que le gouvernement redistribue l'argent qu'il n'avait pas. Pour une fois, Michel Sapin ministre de l'économie a rappelé que l'on ne pouvait pas parler de cagnotte dans un pays qui avait plus de 2000 Md de dettes. Tout cela n'empêche pas le gouvernement de distribuer chaque semaine des milliards à tous ceux qui constituaient sa base électorale...

### **Un vote du Brexit en Grande Bretagne ferait baisser le PIB de 6%**

**En Grande Bretagne, à la veille du référendum sur le Brexit**, on constate que les sociétés qui font partie de l'indice FTSE 100, très orientées vers l'exportation serait moins impactées par un vote de sortie de l'UE que celles de l'indice FTSE 250 qui réalisent en moyenne plus de 50% de leur chiffre d'affaires à l'intérieur de la Grande Bretagne.

La dernière étude parue sur les conséquences d'une sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne montre que cela coûterait en moyenne 5930€ par foyer fiscal. Il faudrait attendre une baisse d'environ 6% du PIB dans les mois qui suivraient le vote.

En revanche, si l'on pense que les anglais refuseront le Brexit, il faut s'intéresser aux ETF qui permettent d'acheter l'indice FTSE 250. Parmi les sociétés qui figurent dans l'indice, on trouve notamment: **Smiths Group, Croda, Auto Trader, Rightmove, Scottish Mortgage, Pennon Group, Meggitt...**

**En Europe, la BCE a beaucoup moins de marge de manoeuvre.** L'objectif qui consiste à inciter les entreprises et les ménages à emprunter en utilisant toute une série de dispositifs ultra-accommodants ne fait pas du tout l'unanimité en particulier en Allemagne. La France fait toutefois partie des pays où cette stratégie a l'air de fonctionner puisque la progression des encours de crédit au secteur non financier ressort à 4,2% sur les douze derniers mois.

### **L'économie américaine ralentit plus que prévu**

**Aux Etats Unis, le débat sur la normalisation de la politique monétaire** va continuer, mais il semble presque certain que la Fed remontera ses taux jusqu'à trois fois en 2016. Comme la croissance a ralenti plus que prévu au premier trimestre, il faut se préparer

à adopter une stratégie défensive centrée sur les sociétés « value » qui offrent un bon rendement. Parmi celles que l'on peut retenir figurent :

Consommation discrétionnaire: <Best Buy>, <Interpublic>; Consommation durable: <Reynolds American>, <Archer Daniel Midlands>, <Hershey>, <Coca Cola>, <Mead Johnson Nutrition>; Energie: <Valero Energy>, <Marathon Petroleum>, <Phillips 66>; Financières: <Morgan Stanley>, <Legg Mason>, <Discover Financial>; Santé: <Pfizer>, <Amgen>, <Abott Laboratories>; Industrie: <Cummins>, <Boeing>, <Lockheed Martin>, <Honeywell>, <Ingersoll Rand>; Technologie: <Qualcomm>, <Cisco Systems>, <IBM>, <Paychex>, <Symantec>, <Analog Devices>, <Corning>, <Texas Instruments>, <Microsoft>, <Motorola Solutions>; Matériaux: <International Paper>, <Eastman Chemical>; Telecommunications: <Verizon Communications>

**Le Japon** a baissé de 5% cette semaine, car la Banque du Japon n'a pris aucune

décision nouvelle. Elle a repoussé de six mois la date pour atteindre ses objectifs en matière d'inflation. Cela se traduit par une forte baisse de la crédibilité de la banque centrale.

**La Chine** est décidée à intervenir pour modifier ses politiques monétaires et budgétaires en faveur de l'investissement sur lesquelles sa capacité d'action est la plus forte.

### **L'armement en Asie va connaître une forte croissance**

**Le secteur de l'armement** devrait faire partie de ceux qui vont connaître une croissance forte au cours des prochaines années. La dernière commande par l'Australie de douze sous-marins à DCNS en France montre bien que la tension monte en Asie. Parmi les sociétés qui pourraient bénéficier de cette tendance on peut retenir :

Japan: **IHI** (100% du chiffre d'affaires dans la défense) **Kawasaki Heavy Industries** (22,6%), **Mitsubishi Heavy Industries** (5,6%), **ANA Holdings** (5,4%), **NEC** (4,3%), **Mitsubishi Electric** (2%), **Fujitsu** (1%); India: **Hindustan Aeronautics** (98%), **Bharat Electronics** (33,4%); South Korea: **LIG Nex** (61,5%), **Hanwha** (51,6%), **Korea Aerospace Industries** (52,7%) [preconise-une-conference-mondiale-sur-la-demographie-783501](#)